

# SOUTENIR

Le magazine du Commissariat des armées N°28 Février - Mai 2024



**Sur le FLANC EST  
un SOUTIEN  
qui *SE TRANSFORME***



# ÉDITO



Le commissaire général  
hors classe Philippe JACOB,  
Directeur central du SCA



**2024 est là,  
et j'en profite  
pour vous souhaiter  
une très belle année.**

2024 est là, et j'en profite pour vous souhaiter de nouveau une très belle année.

Après 2023 et ses grands rendez-vous tels les deux désengagements au Sahel, le soutien de l'exercice Orion, le déploiement du soutien sur le flanc Est, de nouveaux défis nous attendent. D'abord, les jeux olympiques et paralympiques que nous préparons déjà depuis plusieurs mois. Ensuite, l'adaptation du service aux nouveaux engagements des forces armées et l'accompagnement des transformations des armées. Enfin, un effort particulier sera à mener pour accélérer la simplification du soutien et améliorer la réactivité du service.

Nos armées font face à un changement de paradigme depuis deux ans avec l'irruption d'une guerre conventionnelle à nos portes, alors même que de nombreux foyers d'affrontement s'allument partout dans le monde. Pour nous, pour le soutien, pour le Commissariat des armées, cela implique une obligation de résultats, toujours plus exigeante aux côtés des armées pour les soutenir en tout temps, tout lieu et toutes circonstances. Réactivité, modularité, agilité, rusticité, tous ces impératifs s'imposent à nous et impliquent pour le Commissariat un engagement sans faille, une capacité d'adaptation et d'innovation plus grande pour apporter le meilleur soutien aux forces au quotidien ou en opération. Comme je le rappelais le 10 novembre dernier lors de la cérémonie de la Saint Martin, gardons tous à l'esprit cette exigence de simplicité et d'efficacité, qui doit nous guider ensemble vers l'effet à obtenir, en véritables combattants du soutien que nous sommes tous individuellement et collectivement.

Dans cette édition du magazine, de nombreux exemples variés illustrent le dynamisme et l'engagement du Service, dont la tâche essentielle à la manœuvre d'ensemble est souvent menée dans l'ombre : la modernisation et l'amélioration très importante du soutien sur les missions opérationnelles Lynx et Aigle dans l'Est de l'Europe ou l'implication du service dans la préparation de la sécurisation des JOP. Mais notre action touche aussi le quotidien, comme l'alimentation de populations spécifiques tels que les personnels navigants ou la solde des militaires avec le rôle aussi méconnu que décisif du centre interarmées de la solde à Nancy. L'administration militaire est un thème récurrent de questionnement et de réflexion, comme en témoigne le colloque tenu sur le sujet en fin d'année. Et ce regard peut aussi utilement amener à nous comparer à d'autres modèles, comme en Allemagne avec la Bundeswehrverwaltung.

L'objectif premier de 2024 est un soutien Commissariat au rendez-vous des jeux olympiques et paralympiques de Paris. Je sais pouvoir compter sur votre compétence et votre enthousiasme pour être à la hauteur de ces enjeux.

# SOMMAIRE

RÉTROSPECTIVE 2023 | 8



RETOUR SUR L'INFO | 10



Trident d'Or : en route pour la finale !  
Dans l'œil de la tempête Ciaran...  
JOP 2024 : le SCA en ordre de marche

SCA OPS | 16

AIGLE : le laboratoire opérationnel du SCA  
LYNX : 48H... au cœur du soutien



VOTRE QUOTIDIEN | 24

Que mangent nos pilotes  
lorsqu'ils sont en vol ?



## FOCUS | 30

Le soutien des forces : regards croisés avec la Bundeswehrverwaltung



## ÉVÉNEMENT | 36

Retour sur le colloque consacré à l'administration militaire



## GRAND ANGLE | 40

Savez-vous ce que le CIAS fait pour vous ?



## RENCONTRES | 50

Le CRC1 Jean-François, J8-SH pour les Jeux olympiques et paralympiques de Paris

Le CRP Elza, « *Le jour où... j'ai célébré un mariage en OPEX !* »





## FLASH-BACK

La direction du Commissariat de Guyane passe les marchés d'achats des pirogues et de leurs moteurs. Ces moyens de locomotion sont parfaitement adaptés au milieu équatorial, ici sur le fleuve Inini non loin de la base opérationnelle avancée de Maripasoula (9<sup>ème</sup> RIMa).

© Mathilde Bourges/SCA/Défense



**JANVIER**



↓  
Visite du directeur central à la DICOM Antilles.

**FÉVRIER**



—● Soutien au déploiement par le DMC LYNX (Estonie).

**MARS**



↓ Le SCA soutient l'exercice ORION.



**AOÛT**

↓  
Passation de commandement au GSBdD de Toulon.

**JUILLET**



↓ Déploiement d'une boulangerie de campagne dans les jardins des Invalides dans le cadre de l'opération des relations publiques du 14 juillet. Bénéfices des ventes reversés au Bleuet de France.

**SEPTEMBRE**



—● Le SCA, *via* la DIRCOM Sahel (Tchad), est pleinement mobilisé dans le cadre du désengagement du Niger.

AVRIL



Le SCA, *via* la DICOM-GSBdD Djibouti, participe à l'opération SAGITTAIRE déclenchée lors de la dégradation de la situation sécuritaire au Soudan.

MAI



Démonstration d'effets d'habillement et de vivres opérationnels auprès du CEMA lors de la célébration des 10 ans du corps des commissaires des armées et de l'ECA, sur le site de Balard.

JUIN



Soutien de la DICOM Guyane aux forces armées en Guyane.



OCTOBRE

Cérémonie des 10 ans de l'École des commissaires des armées (ECA).



NOVEMBRE

Épreuves de sélection du concours culinaire du Trident d'Or à l'école des spécialités du commissariat des armées (ESCA).



DÉCEMBRE

Soutien au stationnement et au déploiement par le DMC AIGLE (Roumanie).

## Dans l'oeil de la tempête Ciaran...



Novembre. La tempête Ciaran balaye une partie de la Bretagne. Toitures arrachées, infrastructures et véhicules endommagés, arbres et pylônes abattus, routes inutilisables... les dégâts étaient considérables.

Les formations implantées sur la base de défense de Brest-Lorient n'ont pas été épargnées. Une fois le calme revenu, les interventions destinées à mettre en sécurité les installations ont pu débuter. À l'œuvre : le personnel du GSBdD, fortement mobilisé malgré les difficultés rencontrées pour rejoindre certains sites.

Les équipes « espaces verts » furent aux avant-postes pour porter assistance aux marins-pompiers afin de sécuriser les installations et dégager les voies de circulation.

Parallèlement, la cellule de crise déployée par la préfecture du Finistère a sollicité les armées pour porter assistance à la population sinistrée.

Un appel auquel a répondu le centre logistiques vivres (CLV) du GSBdD Brest-Lorient : sa mission au quotidien étant l'approvisionnement en vivres des bâtiments de la Marine nationale et des restaurants de la base de défense, il dispose donc en permanence de stocks pour faire face à toute situation de crise.

La mobilisation sur très court préavis des agents du GS a ainsi permis de préparer et livrer les palettes d'eau en bouteille aux sinistrés dans un temps réduit.



## Modernisation de la politique d'habillement : e-habillement est désormais lancé pour tous !

Après l'armée de l'Air et de l'Espace et la Marine nationale, le service e-habillement est désormais accessible à tous !

Le personnel de l'armée de Terre, de la Direction générale de l'armement (DGA) et des services interarmées peut désormais passer commande en ligne, via un portail accessible 24h/24.

Objectif : mieux servir.

Le déploiement généralisé d'e-habillement répond ainsi à trois critères : plus simple, plus proche et plus rapide.



## Le MAG TV de décembre 2023

Pour la dernière édition du MAG TV de 2023, nous vous emmenons à Versailles-Satory sur le site de la SIMMT. La SIMMT, c'est la structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres. Cet organisme, qui dépend de l'armée de Terre, est responsable de la performance de ces matériels sur le terrain depuis leur mise en service jusqu'à leur fin de vie. Au cœur de la relation entre les armées, les industriels et la DGA, des commissaires des armées y sont affectés afin notamment de passer les marchés publics nécessaires.



## Révolutionner *le soutien* : le SCA dévoile les lunettes à assistance connectées



À l'occasion de la 4<sup>e</sup> édition du Forum innovation défense (FID), le SCA, *via* le centre expert interarmées du soutien équipements Commissariat (CIEC), a exposé et présenté sa dernière innovation : les lunettes à assistance connectées (LAC). Ce système, relevant des dernières technologies de flux vidéo, révolutionne la façon de conseiller et guider tant les utilisateurs que les professionnels du soutien. « *Elles disposent de plusieurs modules, dont un module d'assistance directe pour la télémaintenance, qui prodigue des conseils sur les équipements grâce à une connexion avec des experts du CIEC ou de tout autre centre expert* », explique Vincent, expert à la division technique innovation du CIEC. Ces lunettes présentent aussi un avantage logistique car elles permettent de visualiser les notices en simultané de la manipulation (par exemple dans un cas de mise en condition opérationnelle de vérification des plaques des gilets pare-balles ou de maintenance du matériel de vie en campagne). Autre avantage, et non des moindres : son assistance opérationnelle. « *Les lunettes disposent d'un module opérationnel qui va permettre au chuteur des forces spéciales, lors d'infiltration sous voile, de visualiser sa trace GPS directement dans ses lunettes balistiques. Cela lui permet notamment d'avoir les mains libres et donc de pouvoir augmenter la précision de guidage* », explique Camille, experte à la division technique innovation et spécialisée dans les équipements de protection du combattant. Un système compatible avec les lunettes balistiques en service, délivrées à tous les militaires.



## Trident d'Or *en route pour la finale !*

La toque sur la tête et les yeux qui pétillent, souvent incroyables... au terme de deux jours de compétition intense, les huit équipes qualifiées pour la grande finale du concours culinaire du Trident d'Or sont désormais connues ! Pendant deux jours, s'agitaient dans les allées des cuisines de l'école des spécialités du Commissariat des armées (ESCA) des toques blanches et sourcilleuses, scrutant les plans de travail derrière lesquels les cuisiniers s'échinaient.



Le thème des épreuves de sélection ? La saisonnalité. Au menu donc : huitres de Normandie en entrée et saumon en plat principal. Temps imparti ? 3h30, top chrono. Tous n'avaient qu'un but : se démarquer auprès du jury technique et ravir les papilles du jury dégustation. Véritable challenge lorsque les jurys en question ne sont autres que les grands noms de la gastronomie française, à commencer par Ghislaine Arabian, cheffe doublement étoilée, et Christian Têtedoie, meilleur ouvrier de France... de quoi rajouter un peu de pression aux candidats, mais pas suffisant pour les décourager ! Qu'ils soient venus de Lyon, Poitiers ou de Nouvelle-Calédonie, tous n'avaient que deux objectifs en tête : apprendre de leur passion et décrocher une place en finale. Et c'est chose faite pour huit d'entre eux !



Quelle équipe sera élue Trident d'Or 2024 et décrochera son ticket pour la compétition internationale de Fort-Lee (États-Unis) ? Verdict le 28 mai à Lyon, lors de la grande finale... En attendant, nous vous donnons rendez-vous tous les mois sur nos réseaux pour suivre en direct la préparation intense mais passionnante des huit équipes finalistes !

## Jeux olympiques et paralympiques de Paris : *Le SCA se prépare à assurer le soutien des forces*

Échéance importante de la préparation des armées à la sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2024 (JOP 2024), l'exercice COUBERTIN 2023 s'est déroulé du 13 au 24 novembre au quartier général des Loges (QGL) de Saint-Germain-en-Laye et du 20 au 24 novembre à la caserne Audéoud de Marseille. Objectif de l'exercice : entraîner la structure de commandement des armées (centre des opérations interarmées – COIA) pour la sécurisation des JOP 2024 dans un environnement simulant celui de la période olympique.

Véritable *stress test* pour préparer les armées et la chaîne de commandement, l'exercice COUBERTIN II constituait ainsi le dernier rendez-vous majeur de préparation. L'occasion de mettre à l'épreuve la chaîne du soutien, qui sera fortement mobilisée pour soutenir la force de sécurisation des JOP. Attentats, manifestations, blocages, troubles à l'ordre public... au total, plus d'une centaine de scénarii ont ainsi été imaginés et créés afin d'éprouver le dispositif et tester la réactivité de la chaîne de commandement. Pour coordonner le soutien SCA et résoudre ces incidents, le J8-SH (soutien de l'homme) du COIA JOP, le CRC1 Jean-François, est l'interlocuteur privilégié.

-> Retrouver son interview exclusive dans la rubrique « RENCONTRES », page 52.

L'exercice COUBERTIN a été bénéfique pour la préparation de la chaîne de soutien à plusieurs niveaux. Evènement majeur pour le SCA, le soutien à la force de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris requiert la mobilisation

de l'ensemble des organismes du Service. Les centres interarmées du soutien sont particulièrement sollicités, dans tous les domaines du soutien : équipements des forces armées, hébergement, restauration, mobilité, etc. À quelques mois de l'évènement, les exercices en conditions réelles sont donc essentiels. En amont de l'exercice COUBERTIN, le centre interarmées du soutien multiservices (CIM) a ainsi conduit l'exercice « Wargame Mobilité SCA JOP 24 » afin de tester la réactivité de la chaîne transport, qui sera particulièrement sollicitée et mise sous tension pendant la durée des JOP. Et COUBERTIN II permettra à son tour d'enrichir la réflexion pour permettre la tenue d'un nouveau *Wargame* dédié à la mobilité, plus réaliste, plus ambitieux et intégrant l'état-major de zone de défense-Paris.



## Soutenir *aux 4 coins du monde* durant les fêtes de fin d'année



DMC LYNX



DMC CHAMMAL

## La nouvelle promotion de l'École des commissaires des armées baptisée « Rhin et Danube »



Il y a dix ans, l'École des commissaires des armées (ECA) venait d'être créée et recevait son drapeau des mains du chef d'état-major des armées. Le baptême de la promotion 2023 revêt donc un caractère hautement symbolique, comme l'a rappelé le directeur central du SCA à l'occasion de la cérémonie : « *Il y a 10 ans, sur cette place d'armes de Salon-de-Provence, le drapeau de l'École des commissaires des armées était remis à vos anciens par le chef d'état-major des armées. Vous marchez désormais dans leurs pas.* » Moment décisif et fondateur, le baptême permet à chaque promotion de construire son identité et d'inscrire son engagement dans une histoire commune. « *Ancrés au cœur des armées, au plus près du soldat, du marin et de l'aviateur, il vous appartiendra de les accompagner dans l'action. En métropole comme sur les théâtres d'opérations, vous devrez garder intact le sens de votre mission. La combativité, la disponibilité, la discipline personnelle et le goût de l'effort doivent constituer vos qualités indispensables* » [CRGHC Philippe JACOB, directeur central du SCA].

C'est un genou à terre, devant les autorités, leurs camarades, les familles et leurs proches, que les élèves-commissaires de la promotion 2023 de l'ECA ont reçu du directeur central leur nom de promotion : « Rhin et Danube ». Un nom qui incarne, au-delà de la victoire sur le nazisme, l'exercice du devoir et le souci constant de l'offensive dans une reconquête qui se veut collective. En écho à ce nom de promotion, les élèves commissaires de la promotion 2023 de l'École des commissaires des armées s'inclinent avec respect et rendent hommage à leurs grands anciens de « Rhin et Danube » et du service de l'intendance de la première armée française, dont le général de Lattre était le premier à reconnaître l'importance et l'efficacité dans la participation à la lutte contre l'ennemi. « *Leur héritage est votre engagement : défendre la France et protéger les Français* », a ainsi conclu le directeur central.



en **7'30**

Revivez la cérémonie  
des 10 ans de l'école



## TEAM SCA : vers un nouveau record en 2024 ?



Nouvelle année nouveau record ?

En 2023, plus de 650 coureurs ont revêtu le mythique tee-shirt bleu de la TEAM SCA pour s'élancer sur le parcours des 20km de Paris, les plus beaux monuments de la capitale en toile de fond. Un événement incontournable pour le Service, au cours duquel règnent cohésion et bonne humeur.

Prêt à relever de nouveau le défi en 2024 ?



en **1'50**

Découvrez la TEAM SCA  
aux 20km de PARIS 2023



## AUX QUATRE COINS DU MONDE, les organismes du SCA répondent à l'objectif d'engagement opérationnel du Service



**[Metz]** Sur ordre du président de la République, et en fonction des besoins des autorités préfectorales, la présence et le nombre de patrouilles par le dispositif Sentinelle sur les sites sensibles ont été renforcés. Dans ce cadre, la zone de transit de Metz a été activée. Afin de doter le

dispositif en équipements, le personnel du magasin de pôle et de la division Socle a ainsi fait percevoir, sous très court préavis, les effets stockés sur place, dont notamment les équipements Commissariat et les vivres opérationnels. Une mobilisation générale et réactive au service de la force, témoignant du niveau de soutien opérationnel du GSBdD de Metz.



**[Saint-Dizier]** La base de Saint-Dizier (BA113) a été le théâtre d'une manœuvre d'envergure dans le cadre de l'exercice PANDION. Parmi les organismes impliqués, le SLC (service local du contentieux) de Metz

a apporté son soutien en amont, pendant et à l'issue de l'exercice pour couvrir tous les aspects juridiques nécessaires à la mise en œuvre et à la bonne tenue de l'exercice. L'expertise juridique du CR1 Patrick, chef du bureau conseil juridique au commandement du SLC de Metz, a été essentielle pour assurer la régularité et la conformité du scénario préparé par le directeur de l'exercice et des incidents joués dans le cadre de la manœuvre. Au cours de cette semaine intensive, des simulations réalistes ont été menées, permettant aux forces participantes d'acquérir de précieuses connaissances tactiques et opérationnelles. Des débriefings réguliers ont été organisés pour évaluer les performances, identifier les points forts et les axes d'amélioration, dans une optique de perfectionnement continu des capacités de défense de la base et de coordination accrue avec les forces de sécurité intérieure (FSI). Un exercice indispensable pour l'entraînement des forces armées et qui met en évidence l'engagement constant et l'importance irremplaçable du LEGAD aux côtés du commandement.

FRANCE



ÉMIRATS ARABES UNIS



**[Mourmelon]** Expérimentation technico-opérationnelle brigade interarmées 2023 (EXTO BIA). Sept semaines de montée en puissance afin de tester les nouveaux matériels de l'armée de

Terre. Plus de 3 500 personnels à soutenir dans les camps de Champagne. Un défi relevé par le GSBdD de Mourmelon-Mailly. Au total, 5 sites de vie en campagne ont été activés, ainsi que 2 ordinaires de manœuvre. À partir de son plot logistique, le GSBdD a fait percevoir le matériel de campagne nécessaire à l'exercice, dont notamment les containers douches nouvelle génération.





## NOUVELLE-CALÉDONIE



Renforcer sa capacité opérationnelle tout en continuant d'assurer le soutien quotidien ? C'est possible ! Grâce au déploiement de deux ETRAC à Plum, le personnel RHL de la DICOM-GSBdD Nouvelle-Calédonie a bénéficié d'une expérience opérationnelle sur les cuisines de



campagne, tout en assurant l'alimentation de près de 250 militaires et civils, français et japonais, déployés sur site. Malgré une météo défavorable, la coopération entre l'équipe soutien de l'homme et l'équipe de l'Atelier de Maintenance Chaud et Froid (AMCF) a permis le déploiement et la mise en fonctionnement de ces ETRAC, afin que les équipes RHL prennent possession de leur nouvel outil de cuisine et s'exercent en conditions opérationnelles. Un déploiement qui a permis de renforcer les compétences du personnel et de continuer à soutenir au meilleur niveau les forces armées déployées en Nouvelle-Calédonie.



Déployé en opérations extérieures (OPEX) ou en renfort temporaire à l'étranger (RTE), le militaire ne dispose pas toujours des moyens adaptés pour pouvoir effectuer ses dépenses personnelles durant sa période de présence. La trésorerie militaire, fonction majeure du service du commissariat des armées, est alors essentielle pour permettre au personnel déployé de disposer de moyens financiers adéquats. La trésorerie militaire de la DICOM des forces françaises aux Émirats arabes unis (FFEAU) apporte son appui en mettant à disposition du personnel des avances de solde, plus communément appelées fractions de solde, grâce à son avance de trésorerie solde (ATS). Chaque début de mois, l'équipe de la trésorerie militaire se rend sur la base aérienne 104 (BA104), au sein du 5<sup>e</sup> régiment de cuirassiers (5<sup>e</sup> RC) et sur le camp de la paix où cohabitent l'état-major, la base navale (BN) et les services interarmées. Objectif ? Délivrer les fractions de solde au personnel le désirant. Aucune obligation de perception, le montant est plafonné au regard du grade du demandeur, et la somme perçue est fluctuante en fonction du taux de chancellerie du mois. À l'issue des délivrances, un retour des dossiers est transmis au centre interarmées de la solde (CIAS) basé à Nancy, afin que les montants perçus soient déduits de la solde du militaire. Particularité de la trésorerie militaire de la DICOM FFEAU : elle peut également mettre à disposition l'avance de solde au profit des bâtiments de la Marine nationale en escale sur la base navale d'Abu Dhabi.







# EXPÉRIMENTER, TRANSFORMER, ADAPTER, NORMALISER.

## AIGLE : LE LABORATOIRE OPÉRATIONNEL DU SCA

28 février 2022. Quatre jours après le déclenchement de l'offensive russe en Ukraine, le bataillon « Fer de Lance » de la force de réaction rapide de l'OTAN est déployé en Roumanie dans le cadre de la mission AIGLE et s'installe sur la base aérienne de Mihail Kogălniceanu (MKAB) située au bord de la mer Noire, à une centaine de kilomètres de la frontière ukrainienne. Mais rapidement, le camp de Cincu s'impose comme la solution offrant le plus de garanties pour maintenir une présence militaire otanienne sur le long terme. Cette projection inopinée et en masse de la force a induit la nécessité d'assurer un soutien à la hauteur des forces projetées. Après une phase initiale naturellement rustique, le soutien gagne en autonomie et en souplesse au fur et à mesure que la présence sur place se normalise. **Entre expérimentation, transformation, adaptation, et normalisation, plongez au cœur du détachement mixte du commissariat (DMC) en Roumanie, véritable laboratoire pour le SCA en opération.**

Rédacteur : Marion LOTTEGIER

Illustration : Marion LOTTEGIER/SCA/Défense



**P**enser et préparer l'avenir tout en répondant aux urgences opérationnelles. C'est le défi auquel est confronté le DMC AIGLE. « Notre raison d'être est le soutien opérationnel. Nous sommes à la fois chargés du soutien réel, du soutien au stationnement au sein des différents camps de Roumanie et du soutien au déploiement dans le cadre des exercices du battlegroup », témoigne le commissaire en chef de deuxième classe (CRC2) Alexandre, chef du DMC. « Notre défi est à la fois de normaliser le soutien et d'être réactif pour permettre une action rapide du Battle Group si la situation l'exigeait. La manœuvre globale sur le flanc Est de l'Europe se construit et le DMC AIGLE est un des éléments au cœur de la réflexion ».

### TRANSFORMER POUR OPTIMISER

La montée en puissance du bataillon français nécessite une transformation permanente du soutien. Hébergement, restauration, transport, équipements, condition du personnel... « le dispositif du soutien est voué à évoluer en permanence », affirme le lieutenant-colonel Paul, chef de l'échelon de soutien national (ESN). Si l'hébergement se faisait en tentes lors de l'installation sur le théâtre, le camp de toile a aujourd'hui laissé place à des préfabriqués. « Le camp a beaucoup évolué ces derniers mois et les conditions d'hébergement se sont significativement améliorées », témoigne l'adjudant Bruno, major de camp à Cincu. « Nous sommes passés d'un hébergement en tente à un hébergement en dur, avec tout ce que cela implique. Être dans le soutien, c'est se mettre à la place des autres. C'est faire tout son possible pour que la mission se déroule dans de bonnes conditions ». Une transformation et une amélioration des conditions d'hébergement qui ne se cantonnent pas au seul camp de Cincu : « À MKAB, les deux dispositifs [tentes et préfabriqués] cohabitent. Les conditions d'hébergement sont



**La transformation est perpétuelle, et l'évolution constante.**

notre priorité numéro 1. Le camp de MKAB est le point d'entrée en Roumanie pour la force française, il est donc primordial que le personnel débute sa mission dans de bonnes conditions », confie le lieutenant Alexandre, commandant du site de MKAB et chef d'antenne DMC. « Nous avons une capacité d'hébergement de 140 personnes en tentes et d'une centaine en préfabriqués. Chaque tente est équipée d'un groupe à air chaud alimenté en fuel. D'un point de vue sanitaire, des bungalows ont été installés et une remorque-douche a été déployée ».

Si l'alimentation pouvait être sommaire au début du déploiement, elle n'a cessé de s'améliorer au fil des mandats. Après une phase transitoire durant laquelle le soutien s'appuyait sur la nation hôte, le camp de Cincu dispose désormais d'une alimentation « 1 500 hommes » en régie. Une autonomie permise grâce à l'acheminement et au déploiement de matériels de vie en campagne. « La mise en place d'une seconde tente pour le mess en opération (MeO) et le déploiement de deux éléments lourds de cuisson pour 500 personnes (ELC 500) en sus d'ETRAC permettent de répondre

aux besoins de la force », explique le lieutenant Joseph, responsable RL (Restauration-Loisirs) du camp de Cincu. « La montée en puissance du bataillon nous oblige à repenser sans cesse la gestion des flux. Nourrir quotidiennement 1500 personnes est un véritable défi et la satisfaction des besoins de la force est notre principale préoccupation. Nous avons récemment doublé les îlots

de distribution afin de fluidifier la chaîne et nous avons installé une zone d'attente. » Quant aux rations de combat, elles sont désormais uniquement dédiées au soutien du personnel déployé en dehors du camp.

La transformation du soutien et l'évolution du site ont conduit le DMC à s'adapter. « À mesure que le site évolue, le DMC évolue », témoigne le CRC2 Alexandre. Les nouveaux besoins en termes





de soutien ont conduit à la création de nouveaux postes et à la transformation d'autres. « *S'il n'y a pas de proportionnalité dans les faits, le DMC a dû se muscler afin de s'adapter à l'augmentation des effectifs à soutenir. Un poste d'adjoint au chef DMC a donc été créé, de nouveaux services ont été proposés (ex : « bureau de change au sein de la trésorerie, pool transport...).* Nous sommes dans une phase de montée en puissance, l'ambition de la France en tant que Nation Cadre de l'OTAN en Roumanie est forte ».

### S'ADAPTER POUR SE PERFECTIONNER

L'adaptation du soutien Commissariat au milieu d'engagement constitue une priorité pour le SCA, inhérente à sa mission et à son contrat opérationnel. AIGLE ne fait pas exception à la règle. Sur le théâtre, l'adaptation du soutien est permanente dans tous les domaines. À commencer par celui du soutien de l'homme. « *L'hiver, les conditions climatiques sont rudes. Cela ajoute une certaine complexité et nécessite une grande adaptation. Tout doit être anticipé, que ce soit la neige, le gel ou les tempêtes* », explique le CR1 Angélique, à la tête du détachement soutien de l'homme (DET-SH) du DMC. « *Sur AIGLE, nous redécouvrons les contraintes réelles du froid. Le matériel est mis à l'épreuve du climat, il passe du très chaud au très froid. Cela nécessite une maintenance supplémentaire et une surveillance renforcée afin de ne pas l'endommager et éviter de créer une rupture du soutien. Les générateurs à air chaud ont ainsi été installés sur des palettes afin d'éviter le contact direct avec la neige et les préserver des températures négatives* ». Des conditions de déploiement atypiques qui permettent une réévaluation des savoir-faire. « *Une climatisation est plus facile à réparer qu'un brûleur. Les conditions climatiques ajoutent une certaine complexité et demandent une grande adaptation, mais c'est très formateur !* ». La logistique des pièces détachées et le stockage requièrent également souplesse et adaptation : « *Le matériel et les pièces arrivent par train, environ une*



*fois par mois, ce qui demande beaucoup d'anticipation. Nos magasins sont des conteneurs, comme sur beaucoup de théâtres, mais sous le froid et la neige, cela rajoute une difficulté* ».

Les conditions climatiques dans lesquelles évolue la force déployée sur AIGLE requièrent également une adaptation de l'équipement du combattant. « *La spécificité du vêtement froid est devenu un enjeu majeur pour nos armées. Le militaire dispose désormais d'un panel d'articles pour lutter durablement contre le climat froid* », témoigne le CRG2 Eric NEUMANN, directeur du centre interarmées du soutien équipements Commissariat (CIEC). Tour de cou, doudoune, gants, chaussures grand froid et sous-vêtements techniques sont ainsi délivrés sur le théâtre.





Malgré les contraintes propres au terrain et aux aléas climatiques, le soutien est permanent. « Notre objectif premier est de soutenir la force, peu importe les conditions. Le terrain commande, on est obligés de s'adapter. Il n'y a pas d'eau, il a fallu la faire venir et la transformer. Nous l'avons fait. Ce sont de véritables prouesses qui font que le soutien est au rendez-vous de l'opérationnel. C'est un engagement de tous les instants », affirme le CRC2 Alexandre.

### EXPÉRIMENTER POUR SE RÉINVENTER

AIGLE est une mission atypique au contexte inédit. Mission opérationnelle (MISSOPS) et non opération extérieure (OPEX), nouveau théâtre, soutien en régie, environnement interalliés, présence en Europe...autant de spécificités qui obligent le soutien à se réinventer. « AIGLE est une mission opérationnelle mais les exigences en termes de soutien sont celles d'une opération extérieure. On ne peut pas faire comme en OPEX, mais on doit faire aussi bien qu'en OPEX », témoigne le CRC2 Alexandre. Le statut de MISSOPS confère en effet certaines spécificités, notamment dans le domaine des achats-finances. « Puisque nous sommes sur un territoire de l'Union européenne, nous devons nous conformer au droit européen en matière d'achats publics », explique le CR2 Thibaud, officier achats du DMC. « En OPEX, la plupart des dépenses engendrées pour assurer la soutenabilité des besoins de la force se font sur le budget OPEX (BOP OPEX). Celui-ci ne peut être utilisé sur AIGLE du fait de son statut de MISSOPS. La mission mobilise donc des budgets distincts dont la gestion est scrupuleusement suivie par une multitude d'acteurs », ajoute le CR2 Adrien, officier finances du DMC. Des spécificités qui ne sont pas sans consé-



**Le SCA, via son DMC, est parfaitement intégré à la manœuvre globale.**

quence sur la relation qu'entretient le DMC avec les soutenus. « La force attend une certaine réactivité de la part du DMC, indépendamment du statut OPEX ou MISSOPS ». Pour être à la hauteur du soutien dont a besoin la force tout en composant avec la réglementation, le DMC s'adapte...et innove. « L'impératif stratégique prime. »

La particularité du contexte d'intervention amène donc son lot de défis dans tous les pans du soutien. « Nous évoluons dans un pays souverain et nous ne sommes pas engagés directement dans un conflit armé. Il s'agit d'un environnement complètement différent de ce que l'on a connu auparavant. Le soutien s'opère différemment et est régi par la loi roumaine. Par exemple, si un soldat français décède en exercice, c'est un médecin roumain qui doit constater le décès. Ce sont des choses que l'on n'a jamais faites auparavant », témoigne le CRC2 Alexandre. « AIGLE est un véritable laboratoire pour le soutien et pour le SCA en opération. Il y a des défis partout et nous nous remettons beaucoup en question. AIGLE challenge le soutien et le renforce ».



**Qui dit nouveau théâtre dit nouvelle procédure.**

### NORMALISER POUR DURER

« Lorsque l'on procède à une ouverture de théâtre, nous faisons nécessairement des choix. Au fur et à mesure que l'opération s'inscrit dans le temps long, nous devons normaliser ces choix. Il y a certaines choses qui n'étaient pas assez encadrées. Nous devons les normaliser, mettre des cadres pour préparer l'avenir. Nous sommes assis sur une fusée, les besoins augmentent constamment. Nous avons terminé le projet « Cincu 1500 » et nous sommes déjà sur le projet « Cincu 2000 », qui devra aboutir dans l'année.





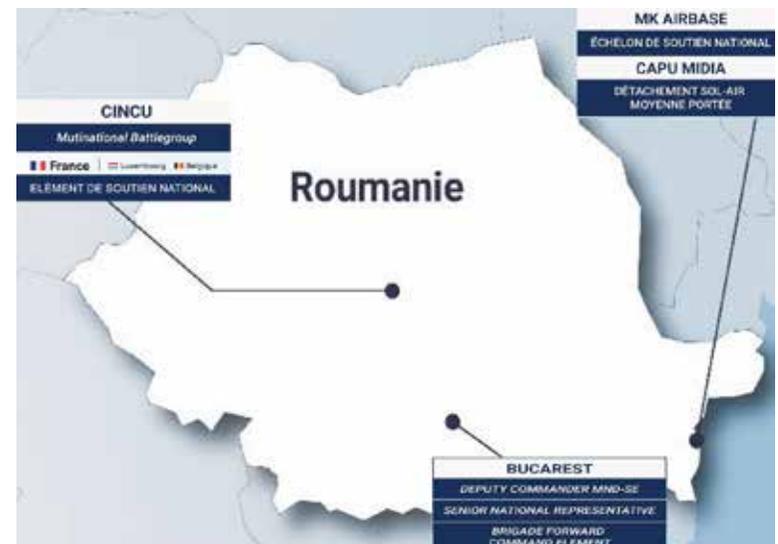
Ce sont des réalités en termes d'infrastructure, d'alimentation, des défis en matière d'hébergement, de finances. Cela requiert des procédures durables », explique le chef DMC. Au fur et à mesure que la force prend de l'ampleur et que la présence française en Roumanie se normalise, le soutien tend vers des modèles de professionnalisation et de rationalisation. « Les marchés d'hier ne sont déjà plus adaptés à aujourd'hui. Le théâtre croît, certains marchés sont donc devenus caducs car sous-évalués. Nous devons les renouveler. Les besoins évoluent rapidement et ne sont plus les mêmes qu'en début de mandat. Certains, non impératifs au départ, se révèlent maintenant être hautement stratégiques. C'est le cas par exemple de l'interprétariat ».

Pour normaliser et préparer l'avenir, le DMC s'appuie sur les maillons de la chaîne de soutien, principalement le centre interarmées du soutien administration des opérations (CIAO), l'état-major opérationnel du SCA (EMO SCA) et le commandement Terre pour l'Europe (CTE). « Le DMC est parfaitement intégré à l'ESN et est imbriqué dans tous les travaux de développement de la force en Roumanie. Il s'entretient directement avec les organismes en métropole, dont notamment le commandement Terre pour l'Europe (CTE). Le SCA, via son DMC, est intégré dans la manœuvre globale. Cette démarche contribue à la normalisation du soutien », témoigne le lieutenant-colonel Paul.

Construire tout en répondant aux besoins de la force. Conjuguer la réactivité opérationnelle avec la soutenabilité puisque la mis-

sion doit s'inscrire dans le temps long. En Roumanie, le soutien se transforme, s'adapte, se réinvente et se normalise. Au fil des mandats, le DMC joue ses cartes. « Qui ose, ose », dirait le CR2 Adrien. Avec toujours le même objectif : soutenir en tout temps, tout lieu, toutes circonstances. ■

## AIGLE Un soutien multi-domaines et multi-sites



## 48h... AU CŒUR DU SOUTIEN *sur le flanc Est de l'Europe*

Rédaction : Marion LOTTEGIER

Illustration : Marion LOTTEGIER/SCA/Défense ;  
EMA/Défense



**E**n Estonie, la France est engagée dans la mission de défense et de dissuasion de l'OTAN sur le flanc Est de l'Europe. Environ 300 militaires, spécialisés dans le combat d'usure en milieu difficile et en milieu grand froid, sont déployés sur le camp de Tapa sous commandement britannique dans le cadre de la mission « LYNX ». Une force soutenue au quotidien par les 12 personnels du détachement mixte du commissariat (DMC). L'équipe de rédaction de *Soutenir* les a suivis.

### MARDI 6 DÉCEMBRE

**8H.** Les unités nouvellement déployées sur le théâtre récupèrent leur complément de paquetage « grand froid » auprès du J4/SH. Tour de cou, gants, doudoune et chaussures sont ainsi distribués aux combattants. « *À son arrivée sur le théâtre, le combattant vient percevoir la balistique et le complément de paquetage grand froid s'il est déployé sur la période hivernale* », témoigne le sergent-chef Jordie. « *Les chaussures, les sur-bottes et la doudoune sont indispensables pour affronter les conditions extrêmes* ».



**10H.** En cuisine, aux côtés des Anglais et des Estoniens, les cuisiniers français préparent le repas. « *Nous fonctionnons en roulement, un premier trinôme assure la première partie de la journée et l'autre la seconde partie. Nous nourrissons au quotidien plus de 2 300 personnes (Français, Britanniques et Estoniens)* », explique le caporal-chef Loïc, chef d'équipe des cuisines. « *L'intégration aux équipes britanniques et estoniennes permet d'acquérir de nouvelles méthodes de travail et apporte une grande richesse culturelle* ».

**14H.** Les unités de la 27<sup>e</sup> brigade d'infanterie de montagne (BIM) s'équipent pour un entraînement en conditions opérationnelles sous -18 degrés. Caractérisée par la spécificité de ses compétences, de ses milieux d'engagement et du rythme de ses entraînements, les soldats de la BIM ont besoin d'un équipement adapté. Treillis unique, structure balistique modulaire, gants de montagne et tour de cou composent l'équipement de cette unité.



17H. La section achats-finances et le chef DMC se réunissent pour faire un point sur les achats à effectuer au profit des unités. « Les unités établissent des demandes d'achat auprès du DMC. Le plus souvent, cela concerne des achats courants, comme par exemple des fournitures de bureau, des produits ménagers, des meubles, etc. », explique le sergent Raquel, acheteur au sein du DMC. « Compte tenu des conditions extrêmes dans lesquelles nous évoluons en hiver, de nombreux achats concernent le maintien en condition des équipements ».



11H30. L'équipe de restauration arme le mess en opération lors de la distribution des repas, aux côtés des Estoniens. « Chaque jour, nous transmettons le nombre des effectifs français aux Britanniques qui gèrent le mess », témoigne l'adjudant-chef Laurent. « Nous sommes également amenés à répondre à des demandes particulières, notamment lors de visites d'autorités ou d'évènements particuliers, comme les fêtes de fin d'année ».



15H. Le caporal-chef Olivier fait un état des lieux des stocks des produits en vente au foyer. « Nous proposons à la fois des articles axés sur le bien-être (compléments alimentaires) et le souvenir, ainsi qu'une gamme d'équipements tactiques en complément du paquetage grand froid perçu par les unités », explique-t-il. « Au regard des conditions météorologiques, la gamme de produits techniques est celle qui se vend le mieux ». Pour remplir ces stocks et proposer en permanence des produits, le caporal-chef Olivier se rend une fois par semaine à Tallinn pour y effectuer des achats. ■



### MERCREDI 7 DÉCEMBRE

10H. La section J4/SH (logistique/soutien de l'homme) procède au stockage de l'équipement Commissariat. Vivres opérationnels, matériels de vie en campagne et plaques balistiques sont stockés dans un bunker. Une fois par semaine, la cellule J4/SH vérifie les stocks et commande les compléments nécessaires. « La section J4/SH est en charge de tout ce qui n'a pas trait aux achats locaux. Tout le matériel que nous avons en stock est acheminé depuis la France sous un mois maximum », explique le sergent-chef Jordie.



13H. Soutien au déploiement. Le DMC soutient les unités lors des exercices en fournissant du matériel de vie en campagne, des vivres opérationnels et de l'équipement. « Lors de l'exercice ORKAAN 17 qui s'est déroulé sur l'île de Saaremaa (plus grande île estonienne située dans la mer Baltique) début décembre, nous avons fourni aux unités déployées des lits picots, des matelas, des rations de combat et de l'eau en bouteille. Nous les avons également équipées avec le complément grand froid et en balistique. Comme les exercices sont interalliés, nous soutenons également en équipements les nations britanniques et estoniennes », précise le sergent-chef Jordie.





# QUE MANGENT NOS PILOTES LORSQU'ILS SONT EN VOL ?

Rédacteur : CR2 Émilie ROBLLOT

Illustration : armée de l'Air et de l'Espace/Défense

L'alimentation opérationnelle du personnel de l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE) constitue un aspect essentiel de la mission qui incombe au service du commissariat des armées. Elle concourt directement aux missions opérationnelles de l'AAE et plus particulièrement à la sécurité des vols en opérations par le biais de la sécurité sanitaire. Pour ce faire, elle doit faire l'objet d'une attention particulière, tant de la part des aviateurs que du personnel de la filière restauration (RHL) du SCA. Des directives sanitaires et médicales préconisées par le service de santé des armées (SSA) doivent faire l'objet d'une stricte application dans la limite des moyens mis à disposition du SCA.

L'alimentation du personnel navigant est jusqu'alors régie par une directive datant de 2006. La vigilance dans ce domaine doit cependant conduire à effectuer en permanence des rappels auprès des bases aériennes, des aviateurs et des services de restauration sur l'importance des comportements alimentaires à adopter pour garantir le succès des missions opérationnelles.



C'est pourquoi le SCA, l'AAE et le SSA travaillent aujourd'hui main dans la main pour rénover cette politique d'alimentation : « *Une politique innovante, c'est l'objectif à atteindre* », déclare le commissaire principal (CRP) Hélène, affectée au bureau « Restaurations Loisirs » de la direction centrale du SCA.

Un objectif qui sera atteint au courant de l'année 2024 et qui intègrera de nouvelles exigences en termes :

- d'apports énergétiques et nutritionnels nécessaires pour répondre aux besoins physiologiques du personnel opérationnel ;
- de qualité alimentaire avec l'insertion de produits durables ;
- de variété des plats et d'équilibre alimentaire pour satisfaire le personnel.

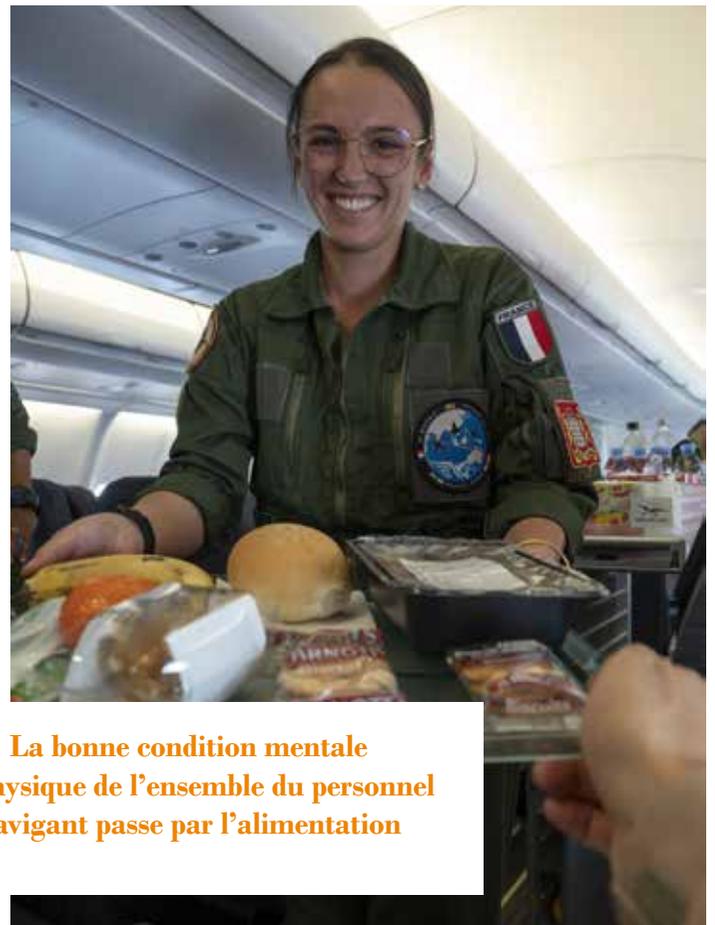


Le SCA opère aujourd'hui dans près de 340 restaurants. Son enjeu est de répondre aux besoins des forces armées et, avant tout, aux missions opérationnelles.

Pourquoi rénover la politique d'alimentation du personnel navigant de l'armée de l'Air et de l'Espace ? Quels rôles jouent le SCA et intrinsèquement, le SSA et l'AAE ? Que mangent nos pilotes lorsqu'ils sont aux commandes ? Embarquons à bord des aéronefs de l'AAE pour découvrir les dessous du régime alimentaire du personnel navigant !

### **NOURRIR POUR CONSOLIDER LA FORCE MORALE**

« *La bonne condition mentale et physique de l'ensemble du personnel navigant passe par l'alimentation* » et le SCA en est l'opérateur. Il stocke les denrées, les transforme puis les distribue conformément aux prescriptions du SSA et aux besoins de l'AAE.



**La bonne condition mentale  
et physique de l'ensemble du personnel  
navigant passe par l'alimentation**

Réaliser un repas conforme aux données de la science, c'est aussi satisfaire les préférences alimentaires de cette population. « *Si la nourriture que nous leur fournissons ne colle pas à leurs pratiques alimentaires, cela devient problématique* », ajoute le médecin chef des services (MCS) Samuel, conseiller santé auprès du major général de l'AAE. « *De plus, on ne mange pas de la même manière à 30, 40 ou 50 ans. Cette dimension doit être respectée de manière collective par le SCA et le SSA car si une incapacité subite en vol survient et qu'elle est d'origine alimentaire, la sécurité aérienne est engagée* ». De même, la force morale est particulièrement prégnante dans le cas où le personnel navigant (PN) se trouve en permanence opérationnelle. Durant une semaine, il doit rester dans la zone de permanence, sur base, avec l'impossibilité de sortir. Le repas représente donc un véritable moment de plaisir.

### RÉPONDRE AUX PRESCRIPTIONS DU SSA POUR SATISFAIRE LES BESOINS ÉNERGÉTIQUES ET PHYSIOLOGIQUES DES PN

Construire une politique alimentaire opérationnelle au profit du personnel de l'AAE nécessite de prendre en compte différentes composantes : les apports et la répartition énergétiques et le contenu des repas, sans oublier la satisfaction gustative. Pour ce faire, le SSA transmet au SCA des préconisations en la matière. Pour comprendre l'articulation entre chaque acteur, le MCS Samuel rappelle que le SSA est le garant académique pour les préconisations en matière de nutrition. Les personnels navigants ayant une activité particulièrement intense, leur apport calorique journalier doit être revu à la hausse et la répartition glucides/lipides/protéines adaptée. « *On fait très attention au sucre. Contrairement aux idées reçues, le sucre favorise la somnolence. Lorsqu'un PN est en mission longue et de nuit, on va privilégier une alimentation riche en protéines pour favoriser la vigilance* ». Le SSA est également le garant de la sécurité alimentaire et opérationnelle des forces. Ainsi, il dispose de groupes vétérinaires répartis sur l'ensemble du territoire et présents sur les théâtres d'opérations, qui effectuent des contrôles au sein des restaurants au moins une fois tous les deux ans, en fonction de leur plan d'inspection. « *Sauf à ne consommer que des rations de combats sans apport de produits frais, on peut considérer de façon un peu caricaturale qu'un théâtre ne peut ouvrir sans avis vétérinaire sur l'alimentation et sa sécurité* », explique le MCS Samuel.

La politique de 2006 a permis d'établir un cadre qui définit les besoins énergétiques de chaque type de population. Des modalités ont ensuite été mises en œuvre pour subvenir à ces besoins. « *Nous avons régulièrement des remontées du terrain. Nous disposons de cartographies où chaque escadron, tous les trimestres voire tous les semestres, nous font remonter les points positifs et négatifs relatifs à la restauration opérationnelle. Cela nous permet ainsi de réaliser des ajustements avec le SCA et plus particuliè-*

*rement avec le centre interarmées du soutien restauration loisirs (CIRL)* », explique le CRC2 Marie, affectée à la division « Intégration Soutiens » de l'état-major de l'AAE. « *L'institut de recherche biomédicale des armées (IRBA) nous fait part de grands principes d'un point de vue énergétique et médico-physiologique, qu'il convient de respecter* ».

### CONNAÎTRE LES CONTRAINTES LOGISTIQUES/CAPACITAIRES DES AÉRONEFS ET LE TYPE DE MISSION POUR ADAPTER L'ALIMENTATION

Si la politique de restauration doit prendre en compte les prescriptions du SSA, elle doit également s'adapter aux contraintes logistiques et capacitaires des aéronefs de l'AAE détaillées dans les travaux menés pour refondre cette politique. « *Nous disposons donc d'une cartographie détaillant les caractéristiques propres à chaque aéronef* », affirme le CRC2 Marie. Le CRP Hélène ajoute : « *La complexité dans l'AAE réside dans la multiplicité des aéronefs avec le transport, la chasse, etc. Dans le transport, il existe différents types d'aéronefs. Il n'y a donc pas le même matériel dans un A400M que dans un C-130J. Cette politique prend en compte les particularités (moyens de conservation, stockage et préparation)*



*de chaque aéronef pour identifier l'offre de service appropriée ».*

Des moyens de conservation au froid (type glacières) doivent donc être fournis aux PN pour stocker leurs aliments, tant sur base que dans l'appareil, et ainsi garantir la fourniture d'aliments variés aux propriétés nutritionnelles acceptables. Le cas de figure des avions de chasse est à dissocier. En effet, les possibilités de conservation et de réchauffage sont inexistantes et la taille des compartiments ainsi que les contraintes de mouvements imposent de proposer des aliments adaptés et ergonomiques. Ces contraintes de réchauffage doivent être prises en compte dans l'élaboration des menus tout en garantissant les recommandations énergétiques du SSA.

Autant de spécificités qui amènent à distinguer quatre grandes catégories de personnel navigant et déterminent le type d'alimentation fournie :

- le personnel navigant en école ou en unité opérant sur avions de chasse, aéronefs légers et drones ;
- le personnel navigant en école ou en unité opérant sur avions de transport, avions de ravitaillement en vol, Awacs et hélicoptères ;
- le personnel posté et le personnel participant à la posture permanente de sûreté aérienne ;
- la restauration dans les ouvrages enterrés ou spécifiques.

Le type de mission impose également la quantité alimentaire à fournir aux PN. « *Si un pilote part sur une mission de 2 heures, on va simplement lui donner un complément alimentaire. S'il part durant 6 heures, il aura droit à un repas complet ainsi qu'un complément alimentaire* ». En effet, les besoins diffèrent drastiquement entre un vol de 2 heures et un vol de plus de 10 heures.

À titre d'exemples :

- pour un vol court (moins de 2 heures) et si un repas a été consommé 1 à 2 heures avant le vol, il est envisageable de ne pas s'alimenter pendant le vol. Une à deux bouteilles d'eau doivent cependant être fournies ;
- pour un vol de 2 à 4 heures, sont fournis : un repas, celui-ci pouvant être un repas principal ou

une collation en fonction du moment de la journée et de l'heure de prise du repas précédent, et deux bouteilles d'eau de 500 ml ;

- pour un vol de 5 à 8 heures, sont fournis : un repas, une collation et quatre bouteilles d'eau de 500 ml ;
- pour un vol supérieur à 8 heures deux repas principaux, une collation et 6 bouteilles d'eau de 500 ml sont fournis.

L'heure du début de la mission est aussi à prendre en compte dans cette équation. La mission peut en effet être incompatible avec la prise d'un repas sur site aux heures d'ouverture du mess (début de mission à 7h, 12h ou 19h). Dans ce cas, les PN doivent pouvoir accéder à des sachets repas leur permettant de consommer leur repas en horaires décalés et éviter de décoller après une période de jeûne trop longue.

### **COLLABORER AVEC LE CIRL, LE CIEC ET L'EDA POUR TRADUIRE CES BESOINS DANS DES RECETTES**

Le bureau « Restauration Loisirs » de la DCSCA est chargé de coordonner la relation avec l'AAE. Le chef de ce bureau, le commissaire en chef de première classe (CRC1) Bruno, précise « *qu'une fois les besoins de l'armée de l'Air et de l'Espace transmis, le SSA étant dans la boucle des échanges pour la transmission des prescriptions, nous nous rapprochons du centre interarmées du soutien Restauration Loisirs (CIRL) et de l'Économat des Armées (EdA) pour traduire ces besoins en recettes* ». Rencontres, négociations de l'offre et du financement et mise en œuvre sont les grandes étapes à franchir pour le SCA.

La conception des menus est définie par le SCA et plus précisément par le CIRL, dans le cadre d'une politique alimentaire interarmées. Elle indique un plan alimentaire sur cinq semaines. Les recettes sont ensuite validées par l'École des spécialités du Commissariat des armées (ESCA). « *Les restaurants ont la liberté de réaliser des recettes mais ils doivent respecter ce plan alimentaire. Ils peuvent s'appuyer sur des grilles de menus types élaborées par le CIRL qui se charge de vérifier que ses recettes sont appliquées* ».

Le cas de l'avion de chasse, comme vu précédemment, s'avère particulier. Seuls les sandwiches ou *wraps* peuvent être utilisés pour des apports salés. Des barres énergétiques, des céréales, des *energy balls*, des compotes et des fruits faciles à consommer (banane, pomme) doivent être envisagés. C'est ce qui a poussé la direction centrale du SCA à travailler avec le centre interarmées du soutien équipements Commissariat (CIEC) dès 2022 : « *L'objectif était de disposer de quelque chose de similaire à la ration de combat des forces spéciales (FS). Elle est très énergétique et le conditionnement d'un produit est optimal pour la chasse. Il s'agit de finger food et c'est ce que demandent les pilotes* ».





Alors, à quoi ressemble le plan alimentaire défini par le SCA ?  
Ce dernier doit apporter au moins un aliment de chacun des groupes suivants :

- Groupe n°1 : viande, poisson, œuf
- Groupe n°2 : fromage ou aliments lactés
- Groupe n°3 : graisse
- Groupe n°4 : pain, féculents
- Groupe n°5 : légumes et fruits crus
- Groupe n°6 : légumes verts cuits

Le choix des menus doit permettre d'écartier tous les aliments susceptibles de provoquer une digestion difficile comme les plats en sauce, les plats uniques (choucroute, couscous, cassoulet,

etc.), certains légumes (choux fleurs, légumes secs) et les fromages fermentés. En revanche, les crudités, les grillades, les plats à base de pommes de terre, les légumes verts et les fruits aqueux sont à favoriser. C'est pourquoi, en libre-service, les restaurants doivent apporter aux consommateurs une information afin que chacun puisse équilibrer son repas. Mais alors, un pilote et son co-pilote peuvent-ils manger le même menu ? La réponse est non ! Pour la simple et bonne raison qu'il faut à tout prix éviter une toxi-infection alimentaire collective, susceptible de mettre en péril la mission. « *Lorsqu'ils sont dans un restaurant, ils doivent s'auto-discipliner pour ne pas manger la même chose* », déclare le CRP Hélène.

Des prestations alimentaires complémentaires sont également fournies lorsque le besoin énergétique est plus élevé et lorsque les conditions d'emploi sont physiologiquement éprouvantes (pénibilité physique, amplitude horaire, travail nocturne). Ils peuvent avoir la forme de sandwiches, barres d'aliments condensés, chocolats ou non, pâtes de fruits, fruits secs ou frais, jus de fruits, eau minérale, café, thé.

Côté valeur énergétique globale quotidienne, le régime alimentaire du personnel navigant doit se situer entre 3 200 et 3 500 calories, réparties de la manière suivante :

- petit-déjeuner : 700 calories
- déjeuner : 1000 calories
- dîner : 1200 calories

Ces repas peuvent être complétés d'encas à hauteur de 500 calories sous forme d'aliments condensés, vitaminés ou chocolats et des jus de fruits.

## COMMENT LES PN GÈRENT-ILS L'ALIMENTATION LORS D'ESCALES ?

**Il existe deux possibilités pour assurer l'alimentation des personnels navigants lors d'escales :**

- soit le SCA fournit des plateaux repas ;
- soit l'AAE recourt au marché d'assistance en escale « Catering » en mesure de fournir une restauration embarquée.

Les conditions et horaires des repas doivent également respecter un certain nombre de règles. Par exemple, le déjeuner doit rester léger et être servi rapidement afin d'éviter un trop long séjour à table qui favorise la consommation excessive de boisson et de pain. De même, le dîner ne doit pas être pris avant 20 heures compte tenu de la prise d'un encas dans l'après-midi.

Pour les PN, il existe trois situations de restauration : au mess, en posture permanente de sûreté aérienne et en vol. « *Notre priorité est de faire en sorte que les PN puissent aller se restaurer dans les mess afin de bénéficier d'un repas complet car la restauration à bord est davantage axée sur des compléments alimentaires* », explique le CRC2 Marie. En fonction des moyens de préparation, de stockage et de préparation de l'aéronef, les PN peuvent bénéficier de sachets repas constitués de conserves et parfois d'un pain et d'un fruit frais.

## EXPÉRIMENTER EN CONDITIONS RÉELLES POUR METTRE EN ŒUVRE CETTE NOUVELLE POLITIQUE D'ALIMENTATION

Une fois les besoins physiologiques déterminés par le SSA, les expressions de besoin remontées par l'AAE et les études menées par le SCA, vient alors la phase de tests des nouveaux produits développés à la fois par le CIRL, le CIEC et par l'EdA. Cette dernière phase, effectuée en conditions réelles, est déterminante puisqu'elle permet de savoir si les PN sont satisfaits ou non de ces produits. « *Des nouveaux produits alimentaires développés dans le cadre de cette nouvelle directive vont ainsi être expérimentés par notre centre d'expertise aérienne militaire (CEAM). Les conclusions de ces tests nous permettront de réajuster, en lien avec le SCA, l'offre proposée* », dévoile le CRC2 Marie.

### QU'EN PENSENT LES PILOTES QUI ONT PARTICIPÉ À L'EXPÉRIMENTATION ?

Un plat d'aligot. C'est ce qu'a pu tester le capitaine Florian, pilote d'un CN-235 : « *Proposer des box permet de faciliter le chargement dans la soute de l'avion. Nous avons effectué ce test durant un long vol partant d'Istres, en direction d'Evreux, entre 16h et 23h. Le mécanicien navigant s'est occupé de préparer le repas pendant la croisière. Le fait que les aliments soient lyophilisés nous a inquiétés au niveau du goût. Nous avons finalement été très surpris du résultat. J'ai vraiment retrouvé le goût de l'aligot, avec le plaisir de manger un plat chaud, ce qui en CASA n'est pas possible car nous n'avons pas de cuisine à bord ni de micro-ondes. Les plats sont en plus très copieux* ».

« *C'est une bonne alternative aux sachets repas* », déclare à l'unisson l'équipage d'un C-130J. « *Ces box sont pratiques à emporter et à ranger dans l'avion. Leur composition ne nécessite pas d'être conservées au frais, ce qui permet de les embarquer sans se soucier de la chaîne du froid. En ce qui concerne les modalités de préparation dans un C-130J, nous n'avons pas rencontré de problème. Les plats principaux étaient, dans l'ensemble, consistants. Ce sont des plats lyophilisés, donc forcément moins attrayants qu'un plat préparé mais c'est une bonne alternative aux sa-*



*chets repas qui sont fournis lorsque nous ne pouvons pas percevoir de plateaux repas sur les bases du fait de l'impossibilité de distribution par le mess ou d'une contrainte temporelle* », rapporte le sergent-chef Adrien, loadmaster (chef de soute) C-130J.

**Pour garantir un soutien restauration adapté, l'armée de l'Air et de l'Espace entretient une relation étroite avec le Commissariat des armées. Le dialogue à différents niveaux est permanent entre les opérateurs du soutien et ses bénéficiaires. Renover la politique d'alimentation des personnels navigants, c'est leur offrir le carburant nécessaire pour répondre à leurs missions opérationnelles. ■**



© Bundeswehr/Marcus Rott

## LE SOUTIEN DES FORCES

# Regards croisés avec la

# Bundeswehrverwaltung

Rédacteurs :  
Prof. Dr. Albrecht v. Graevenitz,  
CRC2 Anne-Lise Breton

Entre le service du commissariat des armées et le système allemand d'administration de la défense, la Bundeswehrverwaltung (BWV), existent des similitudes et des différences. Ce constat est à l'origine de cet article, qui a notamment pour ambition de présenter la BWV, puis la coopération entre l'École des commissaires des armées (ECA) et le Département « administration de la défense » allemand (Fachbereich Bundeswehrverwaltung, FBBWV) de l'École supérieure fédérale d'administration publique allemande à Mannheim, qui forme des cadres pour la BWV.

### LA BUNDESWEHRVERWALTUNG

L'idée d'une administration civile à vocation militaire séparée des forces armées a été développée avant même la création de la Bundeswehr et a été ainsi inscrite dès la première installation de la Bundeswehr dans la Loi Fondamentale ou *Grundgesetz*, la constitution allemande en 1956. En conséquence, la Bundeswehr est composée d'une partie militaire, les forces armées, **les Streitkräfte** (art. 87a *Grundgesetz*), et d'une partie civile, l'administration de la Bundeswehr, **la Bundeswehrverwaltung-BWV** (art. 87b *Grundgesetz*)<sup>1</sup>. Ainsi la BWV est compétente pour l'ensemble des forces armées et est située au niveau fédéral.

<sup>1</sup> Une obligation de séparation des forces militaires et de l'administration civile est déduite de la répartition entre l'article 87a et l'article 87b de la Loi fondamentale. Les dispositions constitutionnelles laissent toutefois des libertés aux formations mixtes. Ainsi, de nombreux soldats travaillent dans la BWV et des fonctionnaires de la BWV partent en mission en uniforme avec un grade militaire.



Elle a en charge la gestion du personnel et la couverture directe des besoins matériels des forces armées. Elle est subordonnée au ministère fédéral de la Défense allemand (BMVg).

Plus de 80 000 hommes et femmes travaillent dans la Bundeswehr sous statut civil dont la majorité, environ 55 000, au sein de la BWV. On compte également un certain nombre de personnels militaires.

La BWV soutient les forces armées de la Bundeswehr en assumant de nombreuses tâches : organisation des casernes, acquisition de matériels ou prise en compte des intérêts de la protection de l'environnement, etc.

Pour assurer ces missions, plus larges *in fine* que le Commissariat des armées, elle est composée de différentes entités :

**L'office fédéral pour l'équipement, les techniques d'information et les utilisations de la Bundeswehr** (*Bundesamt für Ausrüstung, Informationstechnik und Nutzungen der Bundeswehr - BAAINBw*) est implanté à Coblenz.

Il est l'une des centrales d'achats de la Bundeswehr. Il attribue, entre autres, des contrats de recherche et de développement dans le domaine de la défense et acquiert des biens de défense et d'approvisionnement : véhicules à moteur ou équipements de l'armée de l'Air et de la Marine, matériel de télécommunications et

des technologies de l'information, armes, munitions, missiles, carburants, nourriture et services de réparation. En complément, le BAAINBw comprend six services techniques de la défense (Wehrtechnische Dienststellen, WTD), deux services scientifiques de la défense (Wehrwissenschaftliches Institut für Schutztechnologien – ABC-Schutz, WIS, et Wehrwissenschaftliches Institut für Werk- und Betriebsstoffe, WIWeB) et l'arsenal naval pour les réparations destinées à la Marine.

**L'office fédéral pour l'infrastructure, la protection de l'environnement et les services de la Bundeswehr** (*Bundesamt für Infrastruktur, Umweltschutz und Dienstleistungen der Bundeswehr - BAIUDBw*) est également un élément de la BWV.

Son siège principal est à Bonn. Il a sous sa responsabilité l'Office d'alimentation (*Verpflegungsamt*), le Centre de protection contre les incendies de la Bundeswehr (*Zentrum Brandschutz*) ainsi que 42 centres de services (BwDLZ) répartis sur le territoire fédéral, au profit des personnels civils ou militaires. Ces derniers comprennent, entre autres, les questions de personnel (certains salariés et les militaires dans des domaines limités comme la gestion RH quotidienne), les services financiers, la gestion des installations, les tâches environnementales et de conservation, la restauration et les services internes. Cette organisation décentralisée permet une meilleure prise en compte des conditions et des besoins locaux. En outre, il existe également des bureaux administratifs à l'étranger (États-Unis/Canada, Italie, Pays-Bas,



**L'office fédéral pour la gestion du personnel de la Bundeswehr** (*Bundesamt für das Personalmanagement der Bundeswehr - BAPersBw*) est une agence fédérale de la BWV, dont le siège est à Cologne.

Répartis dans toute l'Allemagne, dans le centre d'évaluation pour les cadres de la Bundeswehr et dans les 16 centres de carrière, les collaborateurs du **BAPersBw** sont responsables de la gestion opérationnelle du personnel de la Bundeswehr.

L'administration de la Bundeswehr est généralement impliquée dans les opérations extérieures de l'armée allemande. Les fonctionnaires de la Bundeswehr qui y sont affectés sont généralement en uniforme et ont le statut d'officier ou de sous-officier. À ce titre, ils reçoivent également une formation militaire<sup>2</sup>.

Outre la Bundeswehrverwaltung, la Bundeswehr est constituée d'autres services constitués majoritairement de personnels civils : le *service de contre-espionnage militaire* (*Bundesamt für den Militärischen Abschirmdienst, BAMAD*), les services juridiques de la Bundeswehr ou les aumôneries militaires.

Après ce panorama large de la BWV, faisons un focus sur le Département « administration de la défense » (*Fachbereich Bundeswehrverwaltung-FBBWV*), dont la mission a conduit à un partenariat fort avec l'École des commissaires des armées.

## LE FBBWV

Situé à Mannheim, il est l'une des trois universités de l'armée allemande<sup>3</sup>. Il est rattaché à l'École supérieure fédérale d'administration publique allemande (*Hochschule des Bundes für öffentliche Verwaltung*).

La mission centrale du FBBWV est la formation professionnelle des fonctionnaires administratifs de l'armée allemande.

Après l'obtention de leur diplôme (bachelor), ils débutent leur carrière comme cadres moyens (*gehobener nicht-technischer Verwaltungsdienst*). Leur premier grade (*Regierungsinspektor*) correspondrait à celui de lieutenant.

En somme, la mission du FBBWV est assez similaire à celle de l'École des commissaires des armées (ECA) à Salon-de-Provence : former le personnel pour soutenir les forces armées.

## COOPÉRATION ENTRE L'ECA ET LE FBBWV

Déjà dès 2008, des liens professionnels et amicaux étaient noués entre le FBWV et l'une des écoles préexistantes à la création de l'ECA (l'École militaire supérieure d'administration et de management de l'armée de Terre -EMSAM- de Montpellier), sous la forme de conférences, d'un exercice logistique commun et de visites conjointes.

<sup>2</sup> La Bundeswehr dispose de réservistes. Généralement affectés à des tâches militaires, certains spécialistes (par exemple juristes) le sont pour des tâches davantage administratives. Les fonctionnaires de la BWV, quant à eux, travaillent pour la Bundeswehr en civil sur le territoire national et en uniforme lors des missions à l'étranger ou de certains exercices militaires.

<sup>3</sup> Outre le FBBWV, il y a aussi l'Universität der Bundeswehr à Munich (UniBw München) et le Helmut Schmidt-Universität à Hambourg (HSU). Alors que le FBBWV fait partie des universités de sciences appliquées, le UniBw München et le HSU sont des universités. La carrière normale d'officier dans la Bundeswehr prévoit des études universitaires, suivies (à quelques exceptions près, comme la formation de médecin) à Munich ou à Hambourg, celles-ci étant également ouvertes, dans une moindre mesure, aux étudiants non militaires.



Lors de la création de l'École des commissaires des armées en février 2013, la volonté de poursuivre cette coopération bilatérale a été réaffirmée, jusqu'à la formalisation d'un partenariat le 6 février 2015. Il se fonde sur le traité de l'Élysée signé entre la République Fédérale d'Allemagne et la République Française le 22 janvier 1963, relatif à la coopération franco-allemande. Le but déclaré du partenariat est d'élargir les connaissances professionnelles dans le domaine de la formation et d'approfondir les compétences linguistiques et interculturelles par des actions communes. Dans le cadre de ce partenariat, les deux institutions de formation organisent des enseignements communs, des exercices pratiques et l'échange d'étudiants et d'enseignants.

Celui-ci a pour objectif de transmettre aux étudiants des deux nations un aperçu des structures respectives, de la mission et des tâches spécifiques de l'administration de la défense et des forces armées. Tous mettent en avant l'enrichissement respectif, l'apprentissage et l'ouverture d'esprit. *« Notre échange avec Mannheim a été une expérience très riche tant sur le plan culturel que sur le plan humain. Nous avons été pleinement intégrés dans leur campus, bien que nous soyons les seuls militaires. C'était une réelle opportunité pour la délégation d'apprendre les rudiments de l'administration de la Bundeswehr mais également de s'acclimater au système fédéral. Le programme était en effet décliné par thème, ce qui nous a permis d'apprécier d'autant mieux les différentes interventions. Nous avons eu la chance de pouvoir visiter des organismes militaires comme un GSBdD allemand ou une brigade de formation des militaires du rang de l'armée de l'air allemande tout comme des institutions civiles telles que la banque centrale à Francfort ou le musée d'art nouveau de Darmstadt.*

*Ce partenariat apparaît alors comme tout à fait précieux afin que nous puissions nous inspirer mutuellement, pour un accomplissement toujours plus efficace de nos missions »,* confie le CR3 Ilhem.

Concrètement, cet échange concerne chaque année cinq à six étudiants participant à des exercices organisés dans chacune des deux écoles (MAPEX<sup>4</sup> à Mannheim, OTTER ou KRISIS à Salon-de-Provence). Dans un environnement bilatéral, les élèves se confrontent à la pratique d'une langue étrangère et à des méthodes d'enseignements variées. *« J'ai beaucoup aimé l'échange avec l'ECA ! C'était très intéressant de voir comment les différentes administrations sont structurées, avec les différences et les similitudes dans l'organisation et les méthodes de travail »,* explique le RI'in<sup>5</sup> Lilly. L'organisation de visites, notamment au sein d'institutions militaires, permettent par ailleurs aux étudiants de chacun des pays d'avoir un aperçu important dans le domaine de la culture civile et militaire de leurs camarades, comme l'affirme le CR3 Claire : *« Après avoir pu découvrir le soutien allemand largement porté par des civils, nous avons partagé avec les élèves du FBBWV les particularités du soutien SCA. Quelques mois après notre visite, nos homologues allemands ont découvert avec curiosité une autre manière de servir les forces, avec ses contraintes et ses avantages. En tant qu'élève-commissaire, ces visites et échanges m'ont sortie d'une vision franco-centrée et m'ont permis de mieux percevoir le soutien des forces armées, les différentes manières de le concevoir et de le mettre en œuvre ».*

<sup>4</sup> Exercice sur cartes de simulation d'un centre opérationnel en milieu interalliés

<sup>5</sup> RI'in= Regierungsinспекtorin



© ECA



© ECA

L'échange peut également prendre la forme d'une découverte des armées par des visites d'unités ou d'institutions. Ainsi, étant de plus en plus appelés à soutenir des unités multinationales et notamment franco-allemandes, la visite de l'école franco-allemande du Tigre permet aux élèves commissaires français associés à un groupe d'élèves allemands d'appréhender la spécificité du soutien d'une unité si particulière. « *Visiter l'ECA fut un plaisir et un privilège notamment pour revoir nos camarades français. C'était une expérience très intéressante et marquante pour comparer la structure et le fonctionnement de l'administration de nos deux armées, par exemple lors de notre visite de l'école franco-allemande de formation des équipages Tigre au Cannet-des-Maures* », témoigne le RI<sup>6</sup> Hannes.

Afin de faire évoluer le contenu de cette coopération et l'esprit de connaissance réciproque qu'il revendique, ont récemment été introduits à l'ECA un enseignement sur le droit des marchés publics allemand dispensé par le professeur von Grävenitz de

Mannheim et les solutions apportées aux situations de crise. Injectées dans les enseignements, ces ouvertures permettent aux élèves des deux pays de prendre conscience de la coopération régulière existant dans le domaine de la défense et des apports mutuels qu'elle peut représenter.

Les mesures d'échanges, mises en place dès le début de la formation, créent un climat de confiance réciproque et contribuent ainsi à la coopération opérationnelle future et intense des forces armées et des administrations de la défense des deux pays. L'échange d'étudiants offre une excellente opportunité de réunir des jeunes des deux pays et de concrétiser et faire rayonner l'amitié franco-allemande dans l'esprit du traité de l'Élysée. ■

<sup>6</sup>RI = Regierungsinspektor

## VU SUR LES RÉSEAUX



**Commissariat des armées**  
@SCArmees

**En route pour de nouveaux défis !**  
📍 Opération LYNX  
👤 Marion LOTTEGIER/SCA/Défense

Ministère des Armées 🇫🇷 et 4 autres

11:10 · 08/01/2024 Depuis Earth · 958 vues



**commissariatdesarmees**

Aimé par commissairesdesarmees et 171 autres personnes

**commissariatdesarmees** La direction centrale du commissariat de armées s'est réunie à Rambouillet afin de célébrer la Saint Martin !

L'occasion pour chacun d'honorer les valeurs du saint patron du SCA.

Marion LOTTEGIER/SCA/Défense



MINISTÈRE  
DES ARMÉES

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# L'innovation dans le SCA

## Les correspondants innovation numérique simplification - CINS



## Retour sur le colloque

### CONSACRÉ À l'administration militaire

Rédacteur : CRC2 Anne-Lise BRETON

Illustration : SCA/Défense

Deux ans après l'événement consacré aux réflexions autour de la singularité militaire, le service du commissariat des armées a organisé, début décembre à Balard, un colloque sur l'administration militaire<sup>1</sup> : « Le soutien des forces armées : l'administration militaire et sa singularité face aux situations de crises et de conflits ».

Le directeur central, le commissaire général hors classe Philippe JACOB, a inscrit cette journée dans le cadre général de 2023, année du dixième anniversaire de la création du corps des commissaires des armées, et a mis l'accent sur la nécessité de l'adaptation de cette administration militaire dont le corps a la responsabilité.

<sup>1</sup> Les actes du colloque, sous la direction du CRG1 (2S) P. FERRAN et du CR2 (R) P. CHAFFARD-LUCON, doctorant en droit, seront publiés en 2024.



**Le corps des commissaires des armées porte l'administration militaire, au travers des 11 fonctions dévolues au soutien des forces.**

Cette administration militaire doit être entendue plus largement que ce corps. 60% des effectifs servant hors du Service, elle infuse largement le ministère, et au-delà. « *Le corps des commissaires des armées porte l'administration militaire, au travers des 11 fonctions dévolues au soutien des forces. L'administration militaire est une administration adaptée à la spécificité de l'engagement militaire. Cela implique de porter devant l'administration civile la nécessité d'adapter les normes à cette singularité* », a déclaré le directeur central du Service.



MINISTÈRE DES ARMÉES	
COLLOQUE	
Le soutien des forces armées : l'administration militaire et sa singularité face aux situations de crises et de conflits	
9 DÉCEMBRE 2023 BALARD - GRAND AMPHITHÉÂTRE VICTOR	
PROGRAMME	
8h30	Accueil
9h	Ouverture par le major général des armées et le DC SCA
9h20	Introduction : M. Bernard FÉCHOU, président du comité d'éthique de la défense, président de section du Conseil d'État
9h45 - 12h30	« Une administration adaptée au soutien des forces armées » (CRG1 Pierre Ferran) <ul style="list-style-type: none"> <li>La singularité de l'organisation du commissariat des armées (Olivier Bélier)</li> <li>Administration militaire, entre rigueur des réformes administratives (Jean-Christophe Vialat)</li> <li>Entre expérience civile et exigences d'efficacité des forces</li> <li>Le soutien militaire de qualité : quelle est la norme ? (Philippe Chaffard-Lucan)</li> <li>Le soutien militaire (présentation) (CR2) Marjolaine Pommerehne</li> </ul>
14h - 17h30	« Une administration engagée dans le soutien des forces armées » (Jacques Abbat) <ul style="list-style-type: none"> <li>Intervention de Philippe Guéquel (ministère de la Justice)</li> </ul>
18h30	Déjeuner



© SCA/COMM

De nombreuses réflexions ont guidé le déroulement de la journée : comment cette administration s'adapte-t-elle concrètement au soutien des forces armées ? Comment s'engage-t-elle dans leur soutien au quotidien et en opération ?

La présence d'étudiants de différentes universités, mais aussi de représentants de grandes entreprises et d'autres ministères, a permis de croiser ces réflexions avec des regards extérieurs. De hautes autorités civiles et militaires étaient également invitées pour amener leur point de vue, telles que le contrôleur général des armées Philippe LEYSSENE, Mme Laurence MARION, directrice des affaires juridiques du ministère, M. Bernard PECHEUR, président du Comité d'éthique de la défense et président de section du Conseil d'État (h), ou le CRGHC Hervé MONVOISIN, inspecteur du Commissariat des armées.

Comme l'a rappelé dans son introduction l'amiral Pierre VANDIER, major général des armées (MGA), ce colloque arrivait à point nommé dans l'horizon stratégique actuel : « *Dans l'histoire des institutions, l'administration militaire occupe une place singulière, matrice de l'administration moderne, toujours calée sur l'histoire militaire, de Colbert au rapport Bouchard de 1874*<sup>2</sup> ». En abordant le contexte international actuel, il a relevé que nous sommes désormais dans « *le monde de la surprise* », ère mettant fin à la stabilité des trente dernières années. Il convient donc de s'organiser pour ne pas se

laisser surprendre. Une surprise qui devient en effet la norme, avec des jeux d'alliances troubles visant à remettre en cause le modèle occidental. « *On passe de la crise au choc* » : dans la première, il s'agit d'une situation éphémère qui conduit à revenir à l'état initial, ce que ne permet pas le choc, qui impose de trouver de nouvelles solutions et conduire des efforts pour répondre à diverses hypothèses. Pour cela, le CEMA et le MGA demandent « *un virage en termes d'ambition et de missions, qui vient nécessairement challenger le soutien* ».

L'amiral VANDIER a insisté plusieurs fois sur l'importance de l'état d'esprit à avoir : il ne faut pas avoir peur, mais se concentrer pleinement sur la mission issue directement de la stratégie militaire générale du CEMA.



### **Le SCA est essentiel au résultat de la mission, car forces et Commissariat des armées ont des destins liés, via notre performance.**

Qui dit mission dit chef : le bout-en-bout a permis de structurer les chaînes métiers. Pour la cohérence des choix, notamment dans le contexte de l'hypothèse d'engagement majeur, le MGA a rappelé l'impératif de rapprocher soutiens et forces. « *Le SCA est essentiel au résultat de la mission, car forces et Commissariat des armées ont des destins liés, via notre performance* ». Le SCA est bien entendu au cœur de ces réflexions, et est déjà engagé dans les changements voulus par le CEMA.

<sup>2</sup> Ce rapport déboucha sur la loi du 16 mars 1882 relative à l'administration de l'armée, sous l'empire de laquelle les intendants et les commissaires de la marine puis les commissaires de l'air à compter de 1942 travaillèrent, jusqu'en 2009.



**Le leadership résout les problèmes.  
Le jour où les soldats cesseront de vous  
apporter leurs problèmes, c'est le jour où  
vous cesserez de les diriger. Ils ont soit perdu  
confiance dans le fait que vous puissiez  
les aider, soit conclu que vous ne vous  
en souciez pas. Dans les deux cas,  
c'est un échec du leadership.**

Colin POWELL,  
général et ancien secrétaire d'État des États-Unis

Ce virage impacte donc directement le Service avec des conséquences importantes, mais également le corps des commissaires des armées, dont l'expertise est reconnue dans de nombreux domaines, dont celui notamment du droit des conflits armés, comme l'a mentionné le président du comité éthique de la Défense, Bernard PECHEUR : « *La réussite de la manœuvre des forces dépend de celle du soutien* ».

Tout au long de la journée, les intervenants se sont succédé pour illustrer l'importance de l'administration militaire. M. Bernard PECHEUR a rappelé son implication dans ce domaine *via* les travaux du Livre Blanc de 2007-2008, au sein du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire (dont notamment le rapport de 2014 relatif au soutien militaire ou du Comité d'éthique de la défense, ou encore de l'examen des projets de texte par la section de l'administration du Conseil d'Etat (dont il a été le vice-président, puis le président).



**La réussite de la manœuvre  
des forces  
dépend de celle du soutien.**

Les professeurs Olivier GOHIN (professeur émérite de droit public, université Paris-Panthéon-Assas, président d'honneur de l'Association française de droit de la sécurité et de la défense), Jean-Christophe VIDELIN (professeur de droit public, doyen de la faculté de droit de l'université Grenoble-Alpes) et Luc KLEIN (professeur de droit public, université de Reims Champagne-Ardenne) sont quant à eux intervenus sur le thème de la singularité et pour introduire un parangonnage avec l'administration militaire américaine.

Chacun d'entre eux a abordé une thématique particulière. Si la singularité de l'administration militaire vise à répondre à l'ordre d'engager les forces armées selon le professeur GOHIN, le professeur VIDELIN a rappelé que la réforme et l'adaptation est consubstantielle au ministère des Armées, car calquées sur celle de l'Etat et de la force publique. La réforme de l'administration militaire s'applique sous différents points de vue, juridique avec l'extension normative et la subordination au pouvoir politique, mais aussi dans le champ même de la réforme : l'interarmistation de l'administration militaire n'a pas d'équivalent dans le civil (notamment dans le cadre constitutionnel, européen, législatif et réglementaire) et l'on constate par ailleurs une forme d'immixtion du droit privé dans l'action de l'administration (par exemple avec le mécanisme de l'externalisation et de l'application du droit des contrats). Le professeur KLEIN a de son côté éclairci la définition de l'administration militaire : elle renvoie à un modèle constitutionnel spécifique, où elle est une des composantes de l'exécutif (ancrée dans l'article 20 de la Constitution). Il y a donc une logique constitutionnelle dans la relation civilo-militaire. Pourtant, cette administration militaire ne figure pas dans le droit positif : *in fine*, l'administration militaire serait la structure administrative militaire relevant du ministère des Armées ou de la Défense, et donc restant à la disposition de l'autorité civile. Cela suppose de concilier une organisation dite « horizontale » avec un rôle de conseiller du civil et une autre dite « verticale » lors de la mise en œuvre concrète des directives. Des mécanismes de contrôle (Contrôle général des armées ou Inspection générale des armées) permettent de surveiller le bon équilibre d'ensemble.

La matinée, animée par le CRG1 Pierre FERRAN, a été clôturée par le commissaire en chef de 1ère classe Nathalie DURHIN,



qui a expliqué à l'auditoire le rôle du conseiller juridique en opération (LEGAD) en matière de soutien juridique des forces armées et la particularité française dans ce domaine : en effet, les LEGAD français, qui sont associés à la planification et à la conduite des opérations, en particulier de ciblage, mais aussi en matière de *lawfare*, présentent, en raison notamment de leur emploi une véritable spécificité française et leur formation leur permet d'exercer une forte influence dans le domaine des opérations depuis 20 ans, notamment au sein de l'OTAN.

L'après-midi, introduite par le professeur Jacques ABEN (professeur émérite d'économie à l'Université de Montpellier, doyen honoraire de l'École de l'air et CRC1 honoraire de l'École de l'air), a permis une ouverture du sujet sur des illustrations concrètes de l'engagement de l'administration dans le soutien des forces armées. Le CRG1 (2S) Jean-Michel MANTIN a évoqué la thématique de la mobilisation économique avant que le régime des réquisitions des biens et de services ne soit abordé par le CRG2 (2S) Pascal DUPONT (docteur en droit, secrétaire général de la Société française de droit aérien et spatial). Enfin, un focus a été fait sur les marchés publics de défense et de sécurité, un instrument de droit européen au profit des besoins d'équipement des armées : un sujet analysé par M. Bertrand WARUSFEL (professeur de droit public, université Paris 8, avocat au barreau de Paris, vice-président de l'Association française de droit de la sécurité et de la défense).

Le CRG1 Pierre FERRAN, organisateur de ce colloque, avait également convié trois invités dont les expériences offraient un œil extérieur sur le soutien : M. Philippe GICQUEL, sous-directeur du pilotage et du soutien des services au ministère de la Justice au sein de la direction de l'administration pénitentiaire, qui a abordé le thème des spécificités des achats d'une direction opérationnelle, le CRG1 Philippe POURQUE, directeur général de l'Économat des armées qui a évoqué un modèle de soutien intégré des forces en opérations, et Mme Isabelle DELARBRE (colonelle de la réserve citoyenne de l'armée de l'Air et de l'Espace, ancienne cadre dirigeant chez Renault et Total, directrice des achats, administratrice de sociétés et *Senior advisor supply chain*) qui a plus particulièrement expliqué comment gérer les achats dans l'industrie en situation de crises.

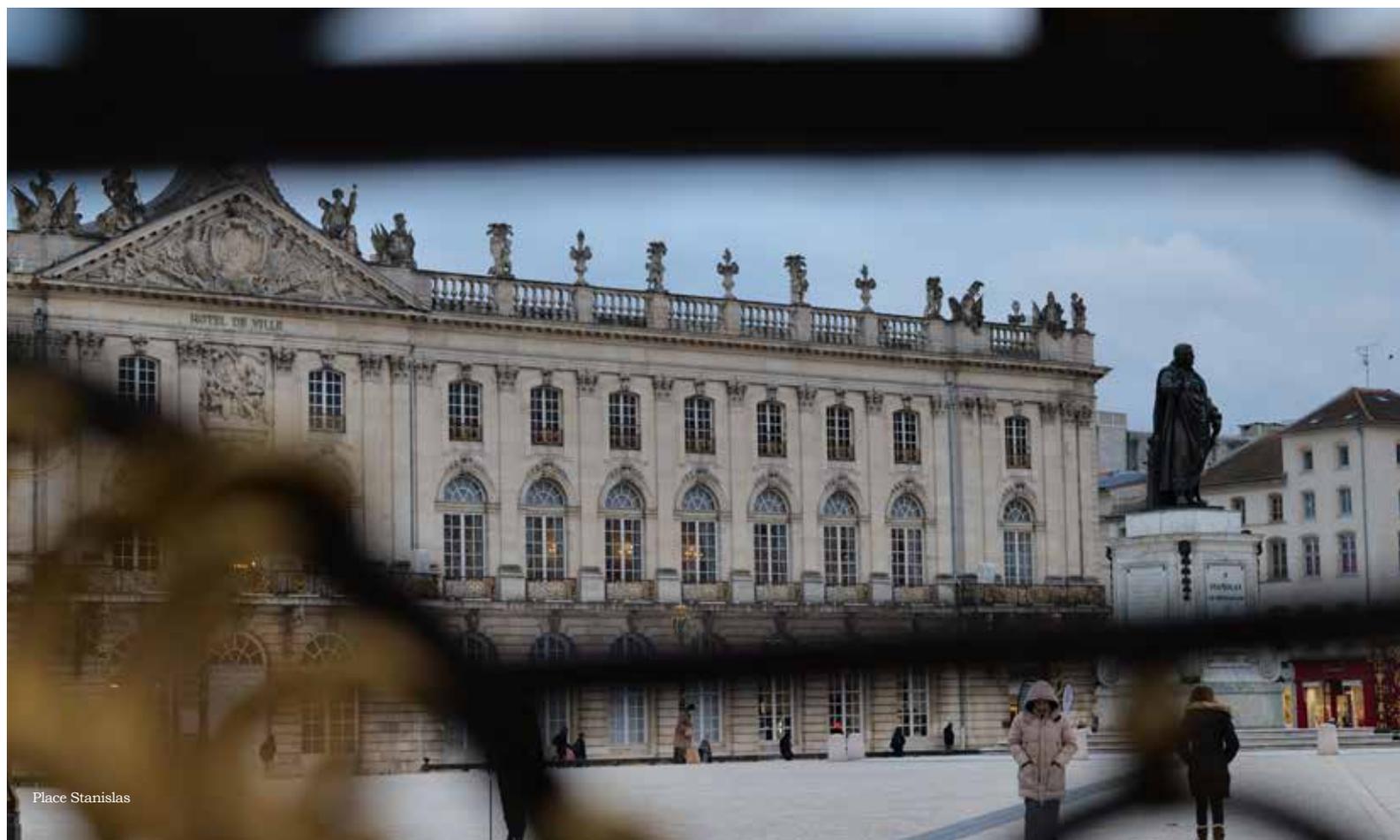
Une journée dense et instructive, conclue par M. Christophe MAURIET, secrétaire général pour l'administration du ministère des Armées : « *Au-delà des différentes spécificités que l'on peut noter au sujet de l'administration militaire, c'est bien la singularité du statut des agents qui la pratiquent, avec les sujétions et compensations afférentes. Le Commissariat des armées portant des fonctions aussi diverses que concrètes, cela implique d'être tout-terrain, les administrés étant bien ce qui nous unit tous in fine* ». ■



# Savez-vous ce que le CIAS fait POUR VOUS ?

Rédacteur : CRC2 Anne-Lise BRETON

Illustrateurs : SCA/Défense, CIAS



**N**ous sommes le 30 janvier. Vous consultez votre bulletin de solde sur lequel figure, en haut à droite, l'acronyme CIAS. Qui est-il ? Que fait-il ? **Explications.**

Cet organisme est à la fois le trésorier et l'organisme payeur unique de la solde du personnel militaire des armées, directions et services. Le CIAS est né dans le cadre de la clarification des responsabilités en matière de production de la solde. Organisme à vocation nationale, implanté à Nancy depuis 2010, il intervient en fin de processus solde pour le paiement sur les comptes bancaires des administrés.

Je suis reçue par le directeur, le CRC2 Jean-Marie, en poste depuis quelques mois, ainsi que par le personnel des différentes divisions, des experts de la solde.

Un dénominateur commun y règne : sérénité et sens très fort de la mission, car les responsabilités exercées sont conséquentes. Chaque année, des fonds très importants y sont manœuvrées avant d'être virées sur les comptes bancaires personnels des plus de 200 000 militaires du ministère des Armées.

« Nous sommes un peu la banque pour la solde des militaires. Le CIAS est le tout dernier acteur de la chaîne. Les gens ne le savent pas mais nous sommes toujours là au plus près », résume le CRC2 Jean-Marie. Ce sont plus de 9 milliards d'euros, soit peu ou prou le volume de la masse salariale du ministère des Armées, que verse le ministère chargé des finances au CIAS afin que soient payés les soldes et un certain nombre de cotisations. En résumé, le CIAS procède aux virements sur les comptes bancaires.

## UN ÉCOSYSTÈME SOLDE AUX ACTEURS VARIÉS

Dans ce processus, le CIAS n'est pas seul. Il travaille en étroite collaboration avec de nombreux acteurs externes, tels que :

- les services du ministère chargé des finances,
- le directeur département des finances publiques de Moselle - DDFiP 57- qui est le comptable publique de rattachement et le représentant du Trésor public,
- des organismes sociaux comme l'URSSAF ou l'ERAFP<sup>1</sup>,
- la Banque de France.

Les banques sont par ailleurs des interlocutrices privilégiées pour les dossiers relatifs à la mobilité bancaire. Le CIAS ne dialogue pas directement avec les différents établissements bancaires mais avec la Banque de France, qui centralise l'ensemble des demandes.

Il travaille également avec des acteurs internes au ministère des Armées. Pour cela, il est placé sous l'autorité du centre interarmées du soutien administration du personnel et de la solde (CISAP) situé à Rambouillet. Ce dernier est la tête de chaîne : « métier » de la fonction administration du personnel et de la solde pour le SCA et, à ce titre, il met en œuvre l'autorité fonctionnelle renforcée (AFR) sur toute la chaîne solde du ministère des Armées.

L'établissement national de la solde (ENS), ordonnateur secondaire (OS) délégué de la solde, implanté à Metz agit, quant à lui, en amont.

<sup>1</sup> Établissement de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique



**Retrouvez**

Le MAG SCA d'avril 2022

dont la première partie est consacrée  
à l'ENS



## DDFiP 57 ET CIAS : UNE COOPÉRATION ESSENTIELLE

**Si le CIAS dispose de comptes au Trésor public, la Direction départementale des finances publiques du département de la Moselle (57) contrôle les éléments qui lui sont envoyés. Par les montants considérés, elle est de fait l'un des plus gros comptables publics de France.**

Le CIAS interagit avec l'ENS, notamment en lui fournissant toutes les pièces justificatives (pour imputation dans Chorus) et en tenant la comptabilité des opérations réalisées sur les avances de trésorerie solde.

La séparation des missions entre l'ENS et le CIAS correspond au principe des finances publiques françaises, qui impose la distinction entre l'ordonnateur et le trésorier : celui qui ordonne n'est pas celui qui paye. Ce qui réduit les risques de fraude ou de détournements. Par ailleurs, eu égard aux enjeux significatifs, la Cour des comptes ou le Contrôle général des armées audite régulièrement l'établissement.



La diversité des acteurs n'a qu'un seul objectif : une solde juste payée à temps. À cet égard, l'organisation de cet écosystème et du processus RH-gestion administrative (GA)-solde participe directement à la robustesse et la régularité de la solde, y compris dans sa dimension sincérité, fiabilité et qualité. On peut ainsi parler de « *mesure organisationnelle du contrôle interne de la solde* » selon le directeur du CIAS.

## LE PAIEMENT DE LA SOLDE, UN PROCESSUS COMPLEXE ET ROBUSTE

Le paiement de la solde est une mécanique à la fois complexe, robuste et bien huilée. Concrètement, comment cela se passe-t-il ?



Le CIAS reçoit le fichier de virement généré par Source Solde via l'ENS (qui calcule la solde en amont) : les experts parlent de « bande de virement » car historiquement, ces éléments étaient transmis sur une cassette magnétique. Il contrôle ensuite ce fichier de manière aléatoire via un outil automatisé : virements multiples sur un même compte, changements de coordonnées bancaires, ou encore versements du SFT/SFS<sup>2</sup> aux ex-conjoints.

À noter que les ayant-droits reçoivent aussi des paiements, reversements de tout ou partie de la solde (SFT ou SFS lors des divorces, délégations de solde d'office<sup>3</sup> ou capitaux-décès, calculés en fonction du nombre d'années de service, du grade ou de la situation de famille).

Parallèlement à ces activités de contrôle, le CIAS procède à des opérations comptables, qui permettent le suivi précis de la consommation des crédits de masse salariale afin de procéder aux imputations budgétaires-comptables correctes. Il s'agit de savoir précisément ce qui a été décaissé et d'avoir une vision claire du bilan positif et négatif.

Finalement, il agit comme une trésorerie militaire, mais avec des montants plus importants et avec beaucoup plus de lignes d'écritures.

Le CIAS remplit au quotidien trois grands types de missions :

**Il paie la solde mensuelle des militaires**

**Il alimente les trésoreries militaires en « avances de trésorerie solde » (ATS)**

**Il reverse les montants aux organismes sociaux**

Pour remplir ces missions, les 33 militaires et civils du CIAS sont répartis dans deux divisions : la division organique et la division production.



Parmi eux, 10 militaires et 60% de cadres spécialisés dans le domaine comptable de la solde.

**Nous sommes un peu la banque pour la solde des militaires.**

Le CRC2 Jean-Marie cite le philosophe du XVI<sup>e</sup> siècle, Jean Bodin : « *il n'est de richesse que d'homme* », pour montrer que même le système d'information le plus performant ne saurait remplacer l'expertise humaine.

<sup>2</sup> SFT : supplément familial de traitement ; SFS : supplément familial de solde

<sup>3</sup> Versement de la solde d'un militaire décédé en opération au profit du conjoint survivant afin de faire face

Armée de terre



MINISTRE DES ARMÉES

CIAS  
QUARTIER BLANDAN  
76 RUE SERGENT BLANDAN  
BP 53864  
54029 NANCY  
N° SIRET 1300231950014

BULLETIN MENSUEL DE SOLDE : OCTOBRE		
Période du 01/10/2023 au 31/10/2023		
Identifiant défense	Indice majoré	Valeur du point
9654010870	507	59,0734
Situation familiale : Marié		
Enfants ou ascendants à charge		
Fiscale : 3	Prestations familiales : 3	

M. Edouard BELTRANO

Éléments de revenu brut							
Indemnités et retenues	Période		Base	Taux	Montant	Impos. France	Pour info.
	Du	Au					
Solde	01/10/2023	31/10/2023	30,0000	83,1950	2 495,85	X	
Solde de base mensuelle	01/10/2023	31/10/2023	30,0000	83,1950	2 495,85	X	
Indemnités récurrentes	01/10/2023	31/10/2023	2 495,8511	0,0100	24,96	X	
Indemnité de résidence métropole	01/10/2023	31/10/2023	30,0000	0,0000	0,00	X	
Supplément familial de solde	01/10/2023	31/10/2023	30,0000	16,5224	495,67	X	
Indemnité de garnison - métropole-part princ.	01/10/2023	31/10/2023	30,0000	2,8533	85,60	X	
Indemnité pour complément d'état militaire	01/10/2023	31/10/2023	30,0000	11,4534	343,60	X	
Indemnité d'état militaire	01/10/2023	31/10/2023	30,0000	1,0805	32,42	X	
Précipime ABATIND	01/10/2023	31/10/2023	30,0000	1,2219	36,66	X	
Ind. compensatrice de la CSG	01/10/2023	31/10/2023	2 495,8511	0,1660	399,34	X	
PPP niveau 1 officier	01/10/2023	31/10/2023	30,0000	0,0000	0,00	X	
Remb partiel frais protection sociale	01/10/2023	31/10/2023	30,0000	0,0000	0,00	X	
<b>TOTAL DE LA REMUNERATION AVANT COTISATIONS</b>					<b>4 078,57</b>		
Cotisations et contributions sociales							
	Base	Taux agent	Part agent	Impos. France	Part Etat		
Régime et cotisation pour pension	2 495,8500	0,1110	-277,04	X		3 146,52	
Régime fonds de prévoyance militaire	30,0000	0,0063	-1,90	X		24,86	
Ret. retraite additionnelle fonction pub.	499,1702	0,0500	-24,96	X			
C.S.G non déductible d'air non imposables	3 669,6100	0,0090	-33,06	X			
C.S.G déductible (revenus d'activités)	3 669,6100	0,0060	-22,02	X			
CSG non déductible (revenus d'activités)	3 669,6100	0,0240	-88,07	X			
Carristh. remboursement de la dette sociale	4 007,2000	0,0060	-240,4	X		242,10	
Régime et cotisation sécurité sociale						206,92	
Autres contributions dues par l'employeur						-709,70	
<b>TOTAL DES COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS</b>					<b>-709,70</b>		<b>3 614,50</b>
<b>NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU</b>					<b>3 368,87</b>		
Impôt sur le revenu							
	Base	Taux	Montant				
MONTANT GLOBAL DU PRELEVEMENT A LA SOURCE	3 164,4400	0,0000	0,00				
Mode de paiement							
	Net payé en euros						
Virement principal METZ	3 368,87						
Montant : 3 368,87	EUR						
IBAN : XXXX XXXX XXXX XXXX XXXX D31							
Montants à déclarer							
Régimes d'impositions :	FR, METRO, FFCSA						
Mois	3 164,44						
Curial annuel	28 075,11						
Pour information							
Curial des avantages en nature							

Pour vous aider à faire valoir vos droits, conserver ce bulletin de solde sans limitation de durée. Vous pouvez accéder aux règles définissant le traitement algorithmique à l'origine du calcul automatique de votre solde et aux principales caractéristiques de sa mise en œuvre en envoyant un courrier électronique à : ciass@armees.fr. À l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la réception de la demande par l'administration compétente ou à compter de la notification du refus, vous disposez de deux mois pour saisir la Commission d'accès aux documents administratifs par courrier : ccad@ccad.fr ou par voie postale : TSA 50700, 75334 PARIS CEDEX 07.

## LA SOLDE UN PROCESSUS DÉROGATOIRE

Cela s'explique notamment par le fait que la continuité du paiement de la solde des militaires et la résilience des forces armées se rejoignent amplement. Le comptable public met en place une avance de fonds aux armées, et la dépense est effectuée directement. Dans le processus classique, ce sont les services du ministère chargé des finances qui exécutent la dépense depuis le SI Chorus. Cette dérogation permet d'être plus réactif, plus adaptable et plus autonome en toutes circonstances.

La solde annuelle des militaires représente environ 9 milliards d'euros. Cette somme est versée au CIAS en 10 fractions de janvier à octobre.

Les soldes des mois de novembre et décembre sont versées avec ce qu'il reste sur le compte du CIAS. Une partie des fonds est mise en place dans les trésoreries militaires, notamment pour les dépenses relatives aux avances de solde versées avant départ en opérations extérieures, mais aussi directement lors des escales des bâtiments de la Marine nationale ou encore aux trésoreries militaires en opérations pour les fractions de solde des militaires sur les théâtres.

Mentionnons à ce titre une particularité des armées françaises : les militaires peuvent retirer de la monnaie locale sur place, ce qui leur donne notamment une plus grande autonomie sur les théâtres, et permet de petits achats dans les commerces locaux, aidant ainsi à une meilleure perception de la force sur le théâtre.

# Process

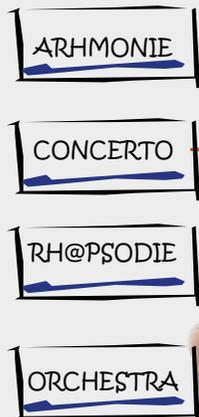
## La solde issue de SOURCE SOLDE

Données RH  
OA / CERHS

Calcul solde  
ENS

Paiements et déclarations  
CIAS

Bénéficiaires



SOURCE  
SOLDE



Exécution budgétaire  
ENS

Imputations budgétaires et comptables  
= FEN 59 intégré dans Chorus



## LA DIVISION PRODUCTION, AU CŒUR DU PAIEMENT DE LA SOLDE

Le capitaine Jean-Baptiste est à la tête de cette division stratégique, en plus d'assurer la fonction de commandant en second du CIAS : sans elle et ses 16 personnels, les quelque 240 000 militaires du ministère ne toucheraient pas leur solde chaque mois. La division partage ces missions en deux sections distinctes, l'une consacrée aux paiements/liquidation, l'autre aux précomptes/comptabilité.

### Section paiements/liquidation

Elle est en lien étroit avec la DDFIP 57 (cf. encadré *supra*). Le processus est parfaitement normé et maîtrisé, y compris pour les exceptions suivantes :

- **les paiements hors système** : déclarations de solde d'office (pour un ayant-droit dont le conjoint est décédé en opération), hypothèses d'inversion de RIB (avec comme conséquence possible la perception de 2 soldes le même mois). « *On se rend particulièrement compte ici de l'importance du contrôle interne solde* », comme le précise ici le capitaine Jean-Baptiste.

## LE SCAVIEZ-VOUS ?

### QUELS SONT LES 3 GRANDS TYPES D'AVANCES DE TRÉSORERIE ?

#### Les avances de trésorerie solde [ATS]

Fixée par le décret n° 2010-1690 de 2010, l'ATS est versée au trésorier du CIAS par la DDFIP 57. Le CIAS subdélègue une partie de son ATS (par démembrement) au profit des trésoriers militaires pour la réalisation de certaines dépenses (avances avant départ en opérations, soldes des volontaires stagiaires du service militaire volontaire (SMV) ou du service militaire adapté (SMA), avances en escale pour les bâtiments de la Marine nationale, etc.). En 2023, on compte 22 trésoreries militaires en métropole, 10 hors métropole et 8 au sein des unités du service militaire adapté.

#### Les avances de trésorerie activité des forces [ATAF]

L'avance de trésorerie pour l'activité des forces (ATAF) constitue un moyen de paiement dérogatoire dont bénéficie le ministère des Armées lorsque la dépense ne peut être réalisée avec les procédures de paiement de droit commun (carte achats niveau 3, Sillage/Eurêka, FD@ligne) compte tenu de l'urgence du besoin. Son utilisation est soumise à des règles d'éligibilité des dépenses.

#### Les avances de trésorerie opérations [ATO]

Mise en place auprès de certaines trésoreries militaires pour soutenir les opérations extérieures (OPEX), les missions intérieures (MISSINT), les exercices militaires interarmées, interalliés ou internationaux (EXIA).

- **le paiement des réimputés** : c'est ici l'hypothèse dans laquelle la solde arrive sur un compte qui n'existe plus, car il ne s'agit pas du bon RIB, qu'il convient de récupérer rapidement via le CERH de l'administré concerné. Environ 150 à 200 cas de la sorte se rencontrent par mois.



S'agissant de la liquidation, le CIAS porte la responsabilité de réceptionner et de contrôler les éditiques sortis de Source Solde (qui rassemblent les différentes cotisations de type CSG ou CRDS). In fine, la section n'a qu'un objectif : que ces éditiques soient exactement similaires à l'état récapitulatif papier de Source Solde, lui-même devant être identique au fichier injecté dans Chorus pour le suivi budgétaire. En fin de cycle après l'ensemble des paiements, le bilan doit impérativement être à zéro.

Le lieutenant Sophie et Patricia, la chef de section et son adjointe, m'expliquent comment cela se passe : « *Quand on travaille sur le cycle de la solde, on commence par la liquidation. Notre travail, c'est de comparer les différents états de Source Solde en vue de leur cohérence globale pour arrêter le montant de la dépense au budget des armées. De nombreux contrôles sont pratiqués de manière aléatoire pour se prémunir des fraudes, mais aussi au fil de l'eau notamment lors de rejets bancaires.* Patricia, dans la solde depuis plus de 20 ans, apprécie de travailler dans cette matière faussement aride : « *il y a beaucoup d'humain,*



*car les gens dépendent de notre travail. Et puis c'est très concret car comme nous sommes en bout de chaîne, on voit que notre engagement sert ».*

Le lieutenant Sophie renchérit : « *De mon côté, je me suis tournée plus récemment vers les finances et la solde, après avoir réussi le concours d'officiers des domaines de spécialités (ODS). Le travail est très valorisant, on se dit chaque mois qu'on fait partie de ceux qui signent le chèque de 800 millions ! Et travailler dans un environnement mixte entre personnels civils et militaires est très enrichissant, on apprend beaucoup les uns des autres ».*

Les deux collègues évoquent l'importance des paiements manuels, qui contribuent largement à la réactivité du CIAS, en mesure d'agir en moins de 24 heures après l'ordre émanant de l'ENS. On parle ici notamment des indemnités hors système Source Solde, mais pas seulement.

Cette agilité est essentielle car elle s'applique à de nombreuses demandes pour plus de 500 000 € chaque mois dans des situations parfois très sensibles humainement : « *Par exemple, pour les capitaux décès* », précise le lieutenant Sophie. « *Le sens de la mission est donc prégnant, car le versement des sommes aide directement le conjoint et les enfants concernés. Et ce dans un cadre plus large que le périmètre habituel de compétences du CIAS car cela peut ici concerner également les gendarmes du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer (MIOM)* ».

C'est au sein de cette section de 8 personnes que l'on apprend que le CIAS gère des populations spécifiques :

- **les volontaires du Service militaire volontaire (SMV)** : ils reçoivent une solde spécifique versée par la trésorerie militaire du groupement de soutien de la base de défense de rattachement, et qui se situe hors de l'écosystème Source Solde (c'est un démembrement de l'ATS en début de mois, avec un montant fixe) ;
- **les volontaires du Service militaire adapté (SMA)** : en outre-mer, la solde est payée directement par la direction administration-finances du régiment SMA local. Outre des contrôles effectués sur place à Nancy, le CIAS planifie chaque année un programme de déplacement au sein des différents régiments du SMA (RSMA) ou des RSMV, afin d'effectuer des contrôles sur place.

Le lieutenant Sophie, qui a participé à l'une des premières missions de contrôle aux RSMA de Mayotte et de la Réunion, nous raconte l'enjeu de bien connaître le fonctionnement de ces processus particuliers : « *C'est essentiel de maîtriser ces soldes spéciales, et d'ailleurs je me suis bien documentée avant de partir. En effet, on sort de Source Solde pour passer aux logiciels Lagon, Soleil ou SCALIS. Sur place, on observe les méthodes de travail et on donne les conseils et astuces pour éviter les failles (rédaction correcte du contrat, vérification des RIB, etc.) en regardant les dossiers de manière aléatoire* ». Son collègue de la section précomptes/comptabilité, le CR1 Jean-Yves, de retour d'une mission au RSMA des Antilles, confirme : « *On conseille, on propose notre expertise, nous avons les clés pour les guider afin de réduire autant que possible les anomalies récurrentes* ».

- **les « refoulés » de la Légion étrangère** : en effet, avant d'être intégrés à cette unité, les candidats sont soumis à des épreuves de sélection exigeantes. Ceux d'entre eux qui n'y réussissent pas reçoivent une solde pour la période considérée, l'institution estimant qu'il y a un service fait à rémunérer. Pour ce cas et pour le SMV, il s'agit ensuite de reconstituer la trésorerie militaire sur présentation des pièces justificatives.

### La section précomptes/comptabilité

Elle a en charge l'enregistrement et le suivi des fractions de solde délivrées en opérations extérieures, des rachats d'études ou des pensions alimentaires. Concrètement, les trésoreries militaires qui ont versé ce type de sommes au titre de l'ATS transmettent les dossiers au CIAS, qui procède ensuite à leur reconstituer en vérifiant que le montant est parallèlement repris sur la solde du militaire. « Elle est véritablement au cœur du système de la solde », déclare le capitaine Jean-Baptiste. Toute la consommation de l'avance de trésorerie solde, soit plus de 9 milliards d'euros par an, est suivie dans le système d'information CRISTAL. Celui-ci donne la réalité comptable en supplément des fichiers qui justifient la dépense. Ainsi, en fin d'année et grâce à ce suivi au fil de l'eau, le trésorier peut tout justifier aisément et rapidement.

Le CR1 Jean-Yves est à la tête de la section. Affecté au CIAS depuis l'été 2022, il connaissait déjà bien l'environnement solde grâce à ses postes antérieurs au sein de l'armée de l'Air et de l'Espace dans le domaine des droits financiers individuels (DFI). Avances avant départ en opération extérieure, fractions de solde sur les théâtres ou avances en escale, tel est son quotidien et celui de son équipe. Ces actions sont permises par le démembrement de l'avance de trésorerie solde auprès de la trésorerie en OPEX/sur les bâtiments/au sein des groupements de soutien de base de défense.

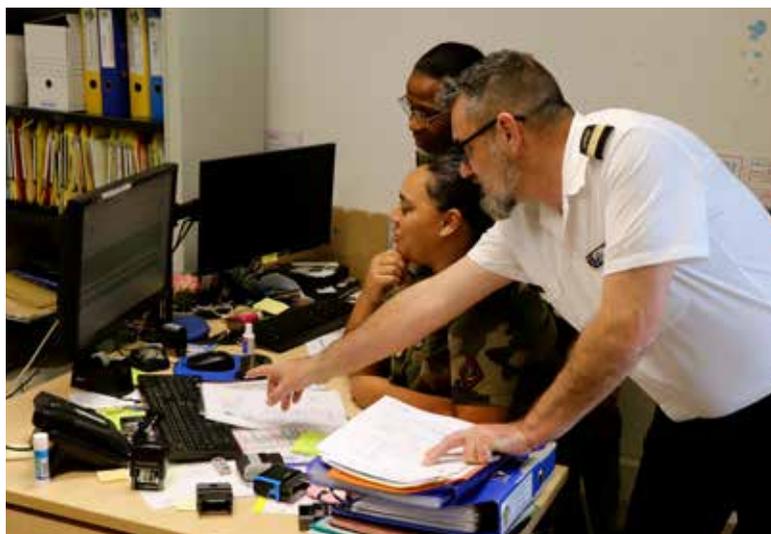
Ainsi, les militaires concernés peuvent disposer de liquidité afin

d'agrémenter leur séjour et gagner en confort si besoin. Il s'agit bien d'une avance de solde au profit du personnel le désirant. Sans aucune obligation de perception, le montant est plafonné en fonction du grade du demandeur, et la somme perçue est fluctuante selon le taux de change du mois lorsqu'il s'agit de devises étrangères. À l'issue des délivrances, toutes les informations sont transmises au CIAS, afin que les montants perçus puissent être déduits de la solde du militaire.

Le CR1 Jean-Yves complète : « Ce processus suppose dans l'autre sens de reconstituer les trésoreries militaires moyennant l'envoi des pièces justificatives. On parle de 38 000 fractions de solde par an tout de même ! ». C'est une grosse responsabilité mais, comme le rappelle le CR1 Jean-Yves : « Il ne faut pas se paralyser devant ces sommes avec plusieurs 0, on est rompu à l'exercice. Et puis le process est parfaitement rôdé, donc cela ne génère pas de stress ».

Il revient rapidement sur l'enjeu actuel du déploiement de Numéo, système d'information (SI) unique qui permettra de dématérialiser au maximum le processus de paiement des fractions de solde et d'avances en escale. Devant les armoires bien remplies, il rappelle l'objectif de réduire drastiquement la consommation de papier, en gardant évidemment en tête la priorité, celle de la sécurisation des avances de trésoreries de solde.

Le travail de la section comprend également le mécanisme de reversement des dettes à différents organismes, le suivi des capitaux décès ou du rachat des années d'études. « Les sujets sont transverses, on gère de l'humain derrière ces sommes d'argent, et ce n'est pas du travail à la chaîne ». Deux personnels civils ont spécifiquement en charge la responsabilité de la comptabilité des trésoreries militaires dans le SI CRISTAL : « Tout est traité et enregistré par leurs soins. Ils détiennent toutes les pièces justificatives pour garantir au comptable la bonne tenue des comptes. Avec un enjeu majeur pour les mois qui arrivent », insiste le





CR1 Jean-Yves. « *Il va falloir que l'ensemble des régies et des trésoreries militaires s'approprient CRISTAL NG, qui permettra d'avoir un logiciel comptable plus robuste et plus pérenne* ».

## LA DIVISION ORGANIQUE (DO), GARANTE DU BON FONCTIONNEMENT INTERNE DU CIAS

Bureau Ressources humaines, bureau Réorientation Renseignement archives (B3RA) et CORSIC, telles sont les trois sous-entités dont Laurent a la responsabilité.

Au sein de la DO, 10 agents traitent les dossiers transverses ou support, comme l'infrastructure, les ressources humaines, l'informatique, le courrier, la qualité de vie au travail ou encore le plan de continuité d'activité. En effet, il est inconcevable qu'une panne d'électricité prolongée mette en péril le bon déroulement du cycle de la solde. « *Mon rôle est d'articuler et de faciliter le quotidien* », annonce Laurent, fier du travail accompli par son équipe.

Pour 2024, deux grands objectifs sont fixés, outre la robustesse du plan de continuité d'activité avec l'installation d'un groupe électrogène hors du site. La DO souhaite installer un jardin collaboratif car, « *même si la mission est omniprésente, la cohésion est essentielle* », rappelle Laurent.

Le troisième projet est le plus dimensionnant pour l'activité même du CIAS. Le directeur du CISAP, le CRG2 Thierry Calentier, a mandaté l'établissement dans une lettre de mission afin de mettre en place un système de centralisation des relevés d'identité bancaires (RIB). Laurent détaille les attendus : « *Quand les RIB arrivent pour paiement, ils doivent au préalable avoir été traités par les ressources humaines (centres experts des ressources humaines/organismes d'administration/formations d'emploi). L'idée est de simplifier et d'automatiser au maximum le processus pour*

*éviter les pertes d'informations et les erreurs. Si cela a un impact en termes de conduite du changement, l'étude est d'abord menée pour en déterminer sa faisabilité, et mon œil neuf est de ce point de vue très utile* ».

Au sein de la DO, Arnaud - à la tête du B3RA - m'explique ses missions quotidiennes. Le CIAS traite en 10 jours maximum les mandats de mobilité bancaire (cas où l'administré change de compte en banque, met à jour son dossier mais aussi lors d'opération de fusion de banques avec attribution d'une nouvelle numérotation de compte bancaire). N'étant compétent que pour les administrés dans le SIRH CONCERTO (armée de Terre, service de l'énergie opérationnelle, service d'infrastructure de la défense, etc.), le bureau réoriente les demandeurs des autres armées ou services vers leur gestionnaire respectif.

La seconde mission du bureau est de gérer les courriers reçus, depuis la réception à l'espace ATLAS voisin jusqu'à la transmission des archives à l'établissement de diffusion, d'impression et d'archives du commissariat des armées (EDIACA).

Enfin, il réoriente les quelques 3 000 administrés qui s'adressent directement au CIAS pour des questions RH ne relevant pas de sa compétence, rançon de la mention de l'organisme sur les bulletins mensuels de solde ! « *Aider les administrés est très valorisant car l'humain est essentiel. Je ressens tous les jours l'utilité de mon travail, cela donne du sens car on œuvre au profit de tous les militaires, on sait qu'on est un maillon très important pour que la chaîne solde fonctionne* », déclare Arnaud pour finir.

Laurent conclut : « *La DO est un peu la colonne vertébrale de la gestion des équipes du CIAS, la division production pouvant ainsi se concentrer sur sa mission, le paiement de la solde au niveau national* ».



**Le CIAS est donc à la croisée du juridique, des finances et des ressources humaines, loin des clichés sur l'aridité des missions d'un établissement en charge de la solde. ■**



## LA PAROLE AU CRC2 JEAN-MARIE, DIRECTEUR DU CIAS

La solde est un métier passionnant et l'un des cœurs de métier du service du commissariat et des commissaires des armées. J'aime à rappeler que les « commissaires des guerres » ont été créés pendant la guerre de cent ans, au XIV<sup>ème</sup> siècle, notamment pour vérifier les effectifs soldés. De nombreux métiers du SCA sont ainsi représentés dans la filière solde : juristes, financiers, comptables, informaticiens, auditeurs.... De plus, nous sommes en prise directe avec les opérations des armées françaises.

Si, dans tout ce qu'on appelle l'« écosystème solde », le CIAS est un acteur parmi tant d'autres, notre responsabilité est immense. Nous avons un devoir envers l'Etat et nos concitoyens de s'assurer que les montants financiers astronomiques qui nous sont confiés sont utilisés correctement. Nous nous inscrivons donc parfaitement dans la logique de l'autorité fonctionnelle renforcée du SCA, et c'est pour cette raison que nous participons activement au renforcement du contrôle interne de la chaîne solde.

Mais, *in fine*, le sens de notre mission est surtout de garantir à tous les militaires qui s'entraînent ou partent en opération que leur solde soit versée tous les mois, dans les temps.

La crise de la solde liée au système Louvois reste gravée dans notre mémoire. Nous nous devons de faire le maximum pour nos camarades. Et c'est cette pensée qui anime quotidiennement l'ensemble du personnel du CIAS.

### C'EST QUOI L'AUTORITÉ FONCTIONNELLE RENFORCÉE (AFR) SOLDE ?

Consiste en plusieurs compétences propres :

Donne les prescriptions fonctionnelles

Pilote le vivier « métier »

Coordonne les actions de formation

Assure le contrôle interne de la solde  
(On parle ici de CIS - à ne pas confondre avec les Centres Interarmées du Soutien !)

### QUELLES RESPONSABILITÉS POUR UN TRÉSORIER ?

L'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 et son décret d'application n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 ont supprimé la responsabilité personnelle et pécuniaire des trésoriers militaires.

Ainsi, depuis lors, le trésorier militaire n'est plus responsable personnellement ni pécuniairement des opérations réalisées par son mandataire, celui-ci étant désormais pleinement responsable de la conservation et de l'utilisation des fonds et moyens qui lui sont confiés.

En cas de manquement ou de faute, sa responsabilité personnelle et pécuniaire, voire pénale, est engagée.

# Les 10 règles d'or de la simplification



Considérer la simplification  
comme un  
**LEVIER DE RÉÉQUILIBRAGE  
DU RAPPORT CHARGE/MOYENS**

1

Prendre des décisions en étant  
**ALIGNÉ AVEC LES VALEURS  
ET LA VISION DU SCA**  
Où résident les véritables enjeux ?  
Qu'est-ce qui est essentiel ?

2

Notre engagement ?  
**LA FRUGALITÉ ADMINISTRATIVE !**  
Ne garder que l'essentiel.  
Ne pas créer de nouvelles règles.  
Alléger/clarifier/vulgariser  
la documentation existante.

3

Ne pas réclamer au soutien  
des **PIÈCES JUSTIFICATIVES**  
déjà demandées ou disponibles  
dans d'autres administrations.

4

Se concentrer sur **LES FINALITÉS**  
Penser « résultat »  
avant le « quoi » et le « comment ».

5

**DÉLÉGUER ET AUTONOMISER  
NOS ÉQUIPES**

Appliquer le principe de subsidiarité.  
Créer des outils (guides, tutoriels, etc.)  
pour une appropriation aisée des règles/  
gestes métier.  
Faciliter l'accès à l'information utile  
(portails, etc.).

6

Aborder la simplification de manière  
globale sur la **CHAÎNE DE VALEUR**  
Ne pas déporter de charge/complexité  
d'un endroit à un autre.

7

**ALLÉGER LES OBLIGATIONS  
DE REPORTING**

S'attacher essentiellement au suivi  
d'objectifs de court terme avec  
des actions qui ont du sens  
et favorisent des résultats tangibles.

8

**S'INTERROGER SYSTÉMATIQUEMENT  
SUR L'UTILITÉ DES RÉUNIONS**

Résultats attendus, bonne composition  
des participants, respect de l'ordre du  
jour et du compte-rendu, maîtrise du  
temps, etc. ?

9

**VISER LA QUALITÉ AJUSTÉE**

Développer la co-conception  
avec les opérateurs de soutien et les  
bénéficiaires en répondant aux besoins  
et attentes de la manière la plus directe  
possible.

10

COMMISSARIAT DES ARMÉES

## « Le jour où... j'ai célébré un mariage en OPEX ! »

### Rencontre avec le CRP Elza

Rédacteur : CRP® Cynthia DUMONT



C'était il y a 20 ans exactement. En mai 2004, le commissaire de 2<sup>e</sup> classe Elza est en opération extérieure (OPEX) au Kosovo avec son régiment, le 1<sup>er</sup>-11<sup>me</sup> régiment de cuirassiers... elle est alors loin d'imaginer la mission atypique dont elle va être chargée !

#### UN MANDAT SOUS TENSION

À 25 ans, pour sa première OPEX, six mois seulement après son arrivée au régiment, le CR2 Elza est le directeur administratif et financier du bataillon français (BATFRA) au Kosovo. Lui sont

dévolues toutes les missions administratives et financières, ainsi que la partie RH. En janvier 2004, le BATFRA est en mission pour quatre mois et demi : c'est le début du désengagement au Kosovo. Les premières semaines du mandat sont assez calmes, mais très vite la situation se dégrade. L'ambiance se tend et le camp va en outre devoir recueillir et protéger des femmes, des vieillards et des enfants des enclaves serbes. Les femmes, habituées à fuir, n'emportent avec elles qu'une petite boîte remplie de photos, seules témoins de leur vie d'exilées.

#### MARIAGE EN OPEX, MODE D'EMPLOI

C'est dans ce contexte que, courant avril 2004, deux futurs époux entrent dans le préfabriqué du commissaire Elza : ils souhaitent se marier en OPEX. Ils n'avaient pas planifié ce mariage si loin de chez eux, mais le contexte de la mission notamment les y a incités. Comme une sorte de besoin de vivre un moment de joie au milieu de cette mission compliquée. Les premières questions et félicitations d'usage passées, commence alors pour la jeune lieutenant commissaire un parcours administratif des plus complexes. Si on lui a enseigné les principes généraux des actes réalisés au titre de la fonction de commissaire et, en particulier, les actes civils administratifs liés au décès, elle ne dispose pour ainsi dire d'aucun texte de référence pour un mariage en OPEX...

Mais, plutôt que de conseiller aux deux futurs époux d'attendre le retour en France, elle se renseigne sur ce que doit faire un maire en pareilles circonstances. Vingt ans après, pour les besoins de cet article, la commissaire Elza a ressorti la check-list

#### CE QUE DIT LA LOI

Selon le code civil, article 93 : « *Quand il n'y a plus aucune représentation étatique française, c'est le commissaire qui officie* ». Cela signifie qu'un commissaire en OPEX peut se voir attribuer une mission d'officier d'état civil, après avoir été désigné comme tel dans le registre d'état-civil signé par l'autorité compétente. C'est donc l'attache de signature suivante qui figure sur l'acte de mariage : CR2 Elza, officier d'état-civil du bataillon français.

qu'elle avait rédigée avec les différentes démarches administratives à mener. Parmi celles-ci on trouve notamment le regroupement des documents d'identité et la récupération d'un acte de mariage type, la traditionnelle publication des bans auprès de la mairie française où vit le couple, l'obligation de trouver des témoins, la lecture de certains articles du Code civil durant la cérémonie, et bien sûr la rédaction et la signature de l'acte de mariage. Un certain nombre de démarches liées au contexte militaire s'impose également telles que la visite médicale et l'inscription de cet événement dans le journal de marche des opérations du BATFRA. Notre officier d'état-civil découvre enfin qu'il faut laisser les portes ouvertes pendant la cérémonie et qu'elle doit demander un livret de famille à l'Office d'état civil des expatriés français à Nantes, livret de famille que les époux ont eu quelques difficultés à récupérer à leur retour en France.

### LA CÉLÉBRATION À MITROVIÇA

Le mariage sera finalement célébré le 15 mai 2004 à 19h, sur le camp du Belvédère à Mitroviça. S'en suivra une cérémonie religieuse grâce à la présence sur le camp de l'aumônier catholique. Au cœur d'un contexte lourd et sensible, notre commissaire se souvient d'un moment mitigé avec des mariés heureux et tristes dans le même temps de ne pas réunir leur famille près d'eux. Ce qui n'empêchera pas le traditionnel banquet de se tenir dans la partie restaurant du camp au Belvédère, avec la présence enjouée d'un groupe de danses folkloriques kosovars. De lointains souvenirs font également ressurgir ces couturières kosovares qui confectionnaient habituellement des éléments de la tenue des militaires, des plastrons pour accrocher les médailles des chiens et des étendards pour les véhicules et qui ce jour-là, pour l'occasion, avaient réalisé de leurs mains la traditionnelle écharpe tricolore.

Au final, un tel concours de circonstances avait très peu de chances de se produire car il est extrêmement rare qu'un commissaire se retrouve dans cette situation où « plus aucune représentation étatique française » n'existe (Code civil, article 93) et où les futurs époux effectuent la même OPEX en même temps. De fait, si la commissaire Elza a conservé l'ensemble de ses archives, elle n'a jamais eu à s'en resservir ! Aujourd'hui à l'École des commissaires, la formation comprend toujours un module officier d'état civil, avec ce cas de figure. ■



### LES ACTES D'ÉTAT-CIVIL LES PLUS COURANTS EN OPEX

La reconnaissance d'un enfant à naître, le testament et la certification de documents officiels sont parmi les actes d'état civil les plus pratiqués par les commissaires en opérations extérieures.

Le traitement des affaires mortuaires, acte technique et sensible par excellence, est quant à lui pratiqué dès l'exercice annuel organisé par l'École des commissaires des armées (OTTER). Il est également celui qui est le plus répété en OPEX.



**« Mon rôle est de planifier et coordonner le soutien apporté par le SCA à la force de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris »**

## Jeux olympiques et paralympiques

### de Paris : SOUTENIR la force de sécurisation

Rédacteur : Marion LOTTEGIER

Été 2024. Jeux olympiques et paralympiques de Paris (JOP). La France sera sur le devant de la scène du sport international. À l'évènement exceptionnel, contribution exceptionnelle. Plus de 15 000 militaires seront ainsi mobilisés pour assurer la sécurité de l'évènement. Une force à soutenir, en amont, pendant et en aval des Jeux. Un rôle qui incombe en grande partie au SCA. Explications avec le CRC1 Jean-François.

Le CRC1 Jean-François exerce sa mission au sein de l'état-major de la zone de défense de Paris (EMZD-P), basé au camp des Loges de Saint-Germain-en-Laye. Bien connu pour commander le dispositif Sentinelle, l'EMZD-P s'est réorganisé il y a quelques mois pour se mettre en configuration de commander la force armée déployée dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques de Paris. « *Un centre opérationnel a été mis en place. La configuration actuelle est celle d'un état-major type OTAN, organisé en « J<sup>1</sup>», comme en opération extérieure* », nous explique le CRC1 Jean-François. Cette configuration sera pleinement opérée dès le déploiement du poste de commandement (PC) armé par l'EMZD-P au sein de l'École militaire pour commander l'opération de juin à septembre 2024. Car oui, les Jeux olympiques et paralympiques de Paris sont, pour les armées, une véritable opération. Elle est donc planifiée et conduite comme telle. **Au sein de cet état-major, le CRC1 Jean-François occupe le poste de J8-SH. Son rôle ? Planifier et coordonner le soutien qu'apportera le service du commissariat des armées à la force de sécurisation.** Ses missions s'étendent à trois grands domaines : budget, administration, finances ; soutien de l'homme (alimentation, habillement, condition du personnel) ; et soutien commun (hébergement, transport, soutien vie), domaine plus spécifique à une opération intérieure. « *Le J8-SH agit comme un courroie de transmission entre l'échelon stratégique qui conçoit l'opération, principalement le centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) et l'EMO-SCA qui représente la « tête de chaîne » fonctionnelle du SCA dans cette opération, et l'échelon tactique qui honore les besoins au plus près des forces, à savoir le GSBdD Île-de-France. Le J8-SH a donc un rôle de coordination des opérateurs du soutien* ». Si la mission paraît vaste, le CRC1 Jean-François

tient à insister sur la compétence territoriale de celle-ci : « *Ma mission ne concerne que l'Île-de-France. Certes, plus d'une quinzaine de sites sont concernés, mais ma compétence ne s'étend pas au-delà de la zone* ». Une compétence limitée dans l'espace et dans le temps, mais qui intègre tous les domaines du soutien Commissariat. Budget, finances, administration, restauration, loisirs, habillement, équipement, hébergement, transport... Les onze fonctions du soutien SCA sont mobilisées à des degrés divers. « *Le soutien à la force de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris requiert donc la mobilisation et l'implication de l'ensemble des centres interarmées du soutien. En tant que J8-SH, je suis en charge de la coordination du soutien qu'ils délivrent et je suis l'interface privilégiée entre tous les acteurs. C'est une mission très intéressante et inédite ; les JO à Paris, on ne les vit qu'une fois dans sa carrière !* ».

Si la mobilisation de la force de sécurisation n'interviendra que quelques semaines avant les Jeux, le J8-SH, lui, est mobilisé depuis plusieurs mois. « *Nous sommes dans la phase la plus importante pour le soutien, celle de préparation et de montée en puissance. Dans ce type d'opération, le soutien doit se déployer en amont de l'arrivée des premiers effectifs de la force armée* ». Rédaction des accords avec la Ville de Paris, préparation du budget alloué aux armées, mise en œuvre de la convention-cadre avec l'Économat des Armées (EdA), ventilation des hébergements, mise à disposition et déploiement du matériel de vie en campagne, transport de la force pendant toute la durée des JOP, conception de la condition du personnel en opération... ; impliqué dans une très grande diversité de sujets, le J8-SH a un rôle prépondérant en amont de l'opération. « *Pendant l'opération, le J8-SH aura principalement un rôle de conduite du soutien des opérations et de gestion des demandes ponctuelles. La grande majorité du travail doit être exécutée avant le déploiement de la force et le début de l'opération* ». Le CRC1 Jean-François coordonne ainsi la mise en œuvre du soutien SCA de nature variable et adaptée au poids représenté par chaque site de stationnement de l'opération. « *Si le soutien sur certains sites sera externalisé dans sa quasi-totalité auprès de l'Économat des armées, dont l'embléma-*



PARIS 2024





tique camp Mimoun sur la pelouse de Reully, sur d'autres, il s'exécutera exclusivement en régie. Ce sera le cas notamment sur la base aérienne 107 de Villacoublay, où un camp de toile de classe 800 sera déployé ».

À quelques mois de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques et paralympiques de Paris, toute la chaîne SCA est en ordre de marche

pour être au rendez-vous de cet événement national majeur et assurer un soutien aux forces armées mobilisées, en tout temps, tout lieu, toutes circonstances. ■

<sup>1</sup> J pour « joint »/interarmées : J1/personnel ; J2/renseignement ; J3/opérations ; J4/logistique ; J5/planification et politique ; J6/systèmes d'informations et communications ; J7/exercices et retour d'expérience ; J8/budget et financement ; J9/actions civilo-militaires.

## L'EXERCICE COUBERTIN, STRESS TEST POUR LA CHAÎNE SCA

Attentats, manifestations, blocages, troubles à l'ordre public... au total, plus d'une centaine de scénarii ont ainsi été imaginés et créés afin d'éprouver le dispositif et tester la réactivité de la chaîne de commandement. Parmi eux : une rupture de l'approvisionnement en eau, des incidents sur ETRAC (élément tracté de cuisson) ou encore l'arrêt complet des transports d'Île-de-France et la mise en œuvre immédiate de véhicules pour transporter les forces. Des scénarii susceptibles d'entraîner la rupture de la chaîne de soutien. Pour coordonner le soutien SCA et résoudre ces incidents, le J8-SH a constitué l'interlocuteur privilégié. L'exercice COUBERTIN a été bénéfique pour la préparation de la chaîne de soutien à plusieurs niveaux. « Dans un premier temps, il a permis au SCA de contribuer activement

à la construction du scénario de l'exercice durant la phase préparatoire de MEL-MIL (élaboration des événements et incidents) avec les équipes de l'EMIA-TN (état-major interarmées-territoire national). Ensuite, il a permis de participer à la mise en œuvre d'une animation réaliste durant toute la phase d'exercice. L'injection d'incidents engageant les missions de soutien avec une animation était une première, et a été particulièrement appréciée par les militaires de l'état-major de la 27<sup>e</sup> BIM (brigade d'infanterie de montagne). Autre pan important : l'exercice COUBERTIN a permis d'évaluer le point d'atteinte des objectifs sur les différentes missions de soutien du SCA engagées dans le cadre des JOP 2024. Et enfin, ce fut l'occasion d'identifier les axes d'amélioration à mettre en œuvre afin d'être au rendez-vous cet été », témoigne le CRP Catherine, évaluateur SCA lors de l'exercice.

### Le jeu de SOUTENIR



Le SCAViez-vous ? Lisez SOUTENIR le Journal du Commissariat des armées

Suivez le Commissariat des armées sur internet  
<https://www.defense.gouv.fr/commissariat>

Feuilletez **Le SCAViez-vous ?** Flashez ce QR CODE...



 TWITTER  
@SCArmees

 INSTAGRAM  
@Commissariat des armées

 YOUTUBE  
Commissariat des armées

 LINKEDIN  
Commissariat des armées

SANTÉ · PRÉVOYANCE · ASSURANCE · RETRAITE

VOS VALEURS  
NOUS ENGAGENT



agpm.fr



AGPM Assurances - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables régie  
par le Code des assurances - SIRET 312 786 163 00010 APL 6512Z

AGPM Vie - Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes régie par le Code de la consommation

SIRET 330 220 419 00015 APE 6511Z - Rue Nicolas Appert, 80306 TONKON CROIX 9

A23C261 • novembre 2023 • © ICFAD

Groupe **AGPM**

SANTÉ · PRÉVOYANCE · ASSURANCE · RETRAITE

Assureur distributeur des offres  
sélectionnées par **Tégo**



ANS À VOS CÔTÉS

90€  
OFFERTS<sup>(1)</sup>

POUR LA SOUSCRIPTION D'UN CONTRAT  
**D'ASSURANCE AUTO**  
DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 29 FÉVRIER 2024.



ASSURÉMENT HUMAIN

(1) 90 € de réduction la 1<sup>re</sup> année pour toute souscription en tacite reconduction entre le 01/01/2024 et le 29/02/2024 d'un contrat AUTO PASS (hors contribution attentat, fonds de solidarité, frais de mensualisation et droit d'entrée). Offre non cumulable avec toute offre en cours.

Conditions et limites des garanties de notre contrat AUTO PASS en agence GMF. Les Conditions Générales et la Convention d'assistance de ce contrat sont consultables sur [gmf.fr](http://gmf.fr)

GMF ASSURANCES - Société anonyme au capital de 181 385 440 € entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - R.C.S. Nanterre 398 972 901 - APE 6512 Z - Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret. Les produits distribués par GMF ASSURANCES sont assurés par GMF ASSURANCES et/ou LA SAUVEGARDE et/ou GMF VIE et/ou Covéa Protection Juridique et/ou AM-GMF.